

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

van

du

VRIJDAG 18 JULI 2014

VENDREDI 18 JUILLET 2014

Namiddag

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.00 uur en voorgezeten door de heer Dirk Van der Maelen.
La séance est ouverte à 14.00 heures et présidée par M. Dirk Van der Maelen.

01 Mededeling van de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over het vliegtuigongeluk in Oekraïne

01 Communication du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur l'accident d'avion en Ukraine

De **voorzitter**: Collega's, nieuwe bezems vegen goed, zegt een Vlaams spreekwoord. Laten wij proberen er een gewoonte van te maken om onze vergaderingen stipt te beginnen.

Eerst en vooral wil ik mededelen dat ik, op verzoek van een aantal collega's en in overleg met de minister, een wijziging aan de agenda heb aangebracht. Wij zouden, gelet op de tragische gebeurtenissen, straks bij het eerste agendapunt de minister de gelegenheid willen geven om een mededeling te doen over het tragische vliegtuigongeluk in Oekraïne.

Aangezien er geen plenaire vergadering is, stel ik voor dat wij zelf een minuut stilte in acht nemen, niet alleen voor de slachtoffers die bij het vliegtuigongeval gevallen zijn, maar ook voor de slachtoffers die op dit ogenblik in het Midden-Oosten vallen. Mag ik u allen vragen even recht te staan om een minuut stilte in acht te nemen?

*De commissie neemt een minuut stilte in acht.
La commission observe une minute de silence.*

01.01 Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, toen wij gisteren de eerste informatie kregen over de vliegtuigcrash hebben wij onmiddellijk contact opgenomen met onze partners in Nederland en beslist een crisiscentrum met een telefoonnummer te openen, om alle mogelijke informatie te verzamelen en die mee te delen aan de familieleden van de slachtoffers of aan anderen die dichtbij de slachtoffers staan.

Het bleek zeer moeilijk om de passagierslijst te krijgen. Wij hebben het bij verschillende diensten geprobeerd, gedurende enkele uren zelfs, maar het was bijna onmogelijk om meer precisering te krijgen. Om 20 uur had ik mijn Nederlandse collega Frans Timmermans aan de telefoon, die ook aan het wachten was om te kunnen communiceren over de passagierslijst. Om 20 uur meende hij nog dat er ongeveer 50 Nederlanders aan boord waren. Later bleek spijtig genoeg dat er meer dan 170 Nederlandse slachtoffers zijn.

Ik heb mijn medeleven betuigd aan mijn Nederlandse collega, en daarna nog gewacht tot middernacht voor ik meer precisering kreeg over de aanwezigheid van Belgische slachtoffers.

Helaas zijn er vijf Belgische slachtoffers te betreuren, van wie 1 afkomstig van Namen, 1 van Wetteren, 2 van Brasschaat en 1 woonde in Australië.

Nous avons évidemment pris immédiatement contact avec l'ensemble des familles. Vous comprendrez que les premiers contacts visent d'abord à informer les familles, à connaître leurs souhaits. C'est pourquoi je n'ai pas indiqué les identités plus avant tout en tenant à préciser que, parmi les victimes, se trouvait un couple mixte belgo-néerlandais avec une victime belge, un enfant d'une douzaine d'années. Bien entendu, nous

avons transmis nos condoléances aux familles et aux proches des victimes.

Nous poursuivons nos vérifications: en effet, une vingtaine de personnes n'ont pas encore pu faire l'objet d'une identification claire au départ des listes de passagers. Je n'affirme pas qu'il y ait d'autres victimes belges à déplorer, mais il faut attendre la fin des vérifications pour se montrer plus précis en la matière.

En ce qui concerne les actions à entreprendre, nous relevons avant tout un soutien et une démarche en faveur des familles des victimes. Nous avons déjà envoyé une équipe de la DIV pour aider les autorités néerlandaises dans le processus d'identification à mettre en place.

Er is al een Belgische ploeg aan het werk in Schiphol.

Wij hebben ook veel contacten in Oekraïne. Het is zeer moeilijk om ter plaatse een en ander correct te behandelen. De plaats is zeer gevoelig, want zoals u weet, gaat het om een conflictzone, waardoor de bescherming van die zone zeer moeilijk is. Normaal gesproken moeten de lichamen van de slachtoffers getransfereerd worden naar een stad. Oorspronkelijk was het idee om naar Donetsk te gaan, maar dat wordt nu Charkov. Ter plaatse kan de identificatie van de slachtoffers plaatsvinden. Wij zijn bereid om hulp te bieden en bijstand te verlenen met de ploeg die nu in Schiphol is en die, als dat nodig is, eventueel kan doorreizen tot in Oekraïne.

Pour ce qui concerne le processus en cours, nous allons examiner, avec les compagnies aériennes et les autorités néerlandaises, les possibilités d'emmener, en Ukraine, les familles qui le souhaitent. Il n'est bien sûr pas question de les conduire dans la zone du crash car il s'agit d'une zone de conflits, mais sur les lieux où l'identification des corps aura lieu. En outre, il est question d'une cérémonie qui pourrait avoir lieu à Kiev.

Quant à la date de rapatriement des dépouilles vers la Belgique, je n'ai pas d'information. Il n'est actuellement pas possible d'apporter des précisions quant à ces éléments. Il faudra d'abord que les opérations de rapatriement soient entamées.

Par ailleurs, les contacts que nous avons avec les différents collègues européens et même internationaux ont pour objet l'échange de condoléances, ce qui donne parfois lieu à des situations particulières. Ainsi, ce matin, ma collègue australienne voulait absolument me présenter les condoléances de l'Australie pour les victimes belges alors que les victimes australiennes sont cinq fois plus nombreuses.

Il s'agit, malheureusement, d'un drame qui touche beaucoup de pays.

Honderdzeventig slachtoffers, en misschien nog meer zodra de laatste twintig namen zijn geverifieerd, dat betekent een nationale ramp voor Nederland. Spijtig genoeg zijn er ook vijf Belgische slachtoffers.

Het ging om een commerciële vlucht. Wij hebben echter veel vragen omtrent de omstandigheden van dit drama. U hebt net als ik heel wat experts gehoord en gelezen, volgens wie het misschien een raket was die het vliegtuig heeft doen crashen. Wij hebben daarvan tot op heden echter nog geen bevestiging.

Que pouvons-nous faire pour tenter de connaître l'origine exacte du drame? Il nous faut rassembler les informations qui nous parviennent de nos postes. La plupart des experts s'accordent à dire qu'un tir de missile aurait frappé l'avion en plein vol et l'aurait abattu en altitude de croisière, à 10 000 mètres, 36 000 pieds si je ne me trompe. Mais nous attendons une confirmation par le biais d'une enquête.

En ce qui concerne les contacts pris, je me suis entretenu ce matin avec ma collègue australienne. L'Australie siège pour l'instant au Conseil de sécurité comme membre non permanent et a pris l'initiative de tenter de convaincre le Conseil de sécurité de lancer une enquête internationale indépendante, initiative que nous soutenons. Contacts ont été pris en Ukraine, en Russie, chez beaucoup de partenaires pour pouvoir mener une enquête indépendante sur place, vérifier si un tir de missile a été effectué et, si oui, par qui et pourquoi.

Des contacts ont également été pris à l'OSCE pour pouvoir envoyer ou utiliser assez rapidement des observateurs sur place pour sécuriser la zone. Sur certaines chaînes de radio ce matin, on entendait des journalistes expliquer qu'ils se promenaient sur les lieux de la catastrophe sans aucune sécurisation des lieux. Mais il s'agit d'une zone de conflit qui n'est pas aussi simple d'accès qu'on pourrait le croire. Toutes les démarches sont entreprises pour sécuriser les lieux, récupérer toutes les données possibles, à commencer

par les boîtes noires - beaucoup de rumeurs circulent à leur sujet - et mener une enquête internationale.

Dans le même temps, ce matin, j'ai informé le cabinet restreint de la situation. Au niveau européen, nous aurons un Conseil Affaires étrangères mardi prochain sur un autre sujet mais je pense que pour une grande part, il sera consacré à la situation en Ukraine et en particulier aux conséquences de ce crash aérien. Peut-être d'ici mardi aurons-nous des éléments d'informations plus précis sur les premières données qui indiqueraient que l'avion a été abattu. Mais j'insiste, personnellement, je crois que nous devons rester prudents. Tant que ce sont des analyses extérieures et non des constatations dressées par une enquête, on peut difficilement tirer des conclusions et certainement pas des conclusions politiques à l'égard de l'un ou l'autre acteur dans la région. Il faut en connaître davantage sur le sujet avant d'avancer en la matière.

Voilà ce qu'il était possible d'évoquer; j'y ajoute un point complémentaire. J'ai demandé dès hier soir que l'on vérifie quelles étaient les instructions données aux compagnies aériennes pour ce qui concerne la Belgique et, si ce n'était pas encore le cas, que l'on recommande d'éviter - si possible que l'on interdise - le survol de la région, donc l'utilisation de cette route aérienne. La France vient également de le faire. Je pense que d'autres pays suivront probablement. Je souhaite d'ailleurs que cela soit une initiative européenne.

L'enquête va aussi vérifier quelles étaient exactement les recommandations ou les interdictions existantes et quel a été le comportement de la compagnie ou des pilotes à l'occasion du survol de cette région d'Ukraine.

Ce n'est pas le premier accident ou crash lié à l'utilisation de missiles. Vous savez qu'un avion-cargo ukrainien a été abattu voici peu de temps à une altitude de 6 000 mètres, ce qui donne déjà une indication. Le tir a été revendiqué. Il s'agit d'une situation qui donne des indications sur le type d'armement utilisé aujourd'hui sur place.

Dans les jours à venir, il y aura énormément d'échanges d'informations entre différents services pour tenter de déjà tirer les premières conclusions des analyses qui seront faites à distance, mais les analyses sur place permettront peut-être d'aller plus loin.

Monsieur le président, beaucoup de pistes pourraient encore être évoquées, beaucoup de réflexions faites sur le sujet. Je souhaite m'en tenir à des éléments dont nous avons la certitude.

Malheureusement, la première certitude, c'est qu'il y a un très grand nombre de victimes. Nous avons à déplorer cinq victimes belges, mais vous imaginez aussi le drame que cela représente dans de nombreux autres pays, à commencer par nos voisins néerlandais, qui sont particulièrement frappés par ce drame aérien.

Nous allons voir dans les prochains jours comment nous pouvons continuer à venir en aide non seulement aux familles des victimes belges, mais aussi comment soutenir toutes les démarches entreprises sur la scène internationale pour organiser l'identification des victimes, l'accompagnement des familles, la mise en place d'une enquête.

J'oubliais: il est évidemment possible – ce serait assez logique – que les autorités judiciaires belges décident d'ouvrir également une enquête séparée. D'autres pays le feront peut-être aussi.

Personnellement, pour l'instant, je participe au soutien de l'organisation d'une enquête internationale indépendante. Mais ce sont deux choses différentes. Il y a évidemment aussi une responsabilité des autorités judiciaires en Belgique, qui peuvent très bien prendre une initiative.

Mijnheer de voorzitter, ik rond af. Het was niet gepland om een stand van zaken over een vliegtuigcrash te geven. Gisteravond waren wij echter onmiddellijk van mening dat de mogelijkheid bestond dat er spijtig genoeg enkele Belgische slachtoffers op de vlucht van Amsterdam naar Kuala Lumpur konden zijn.

Het gaat om een vliegtuig van Malaysia Airlines, zij het in samenwerking met KLM en Air France. Het was dus bijna logisch dat er enkele Belgische passagiers in dat vliegtuig zouden aanwezig zijn. Van Australië vernam ik dat ongeveer honderd mensen present moesten zijn op een internationale vergadering over aids. Het was dus heel zwaar voor de Australische autoriteiten om het nieuws te vernemen.

De **voorzitter**: Ik geef nu het woord aan mevrouw Dumery.

01.02 Daphné Dumery (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, namens mijn fractie wil ik op mijn beurt ons medeleven betuigen aan de families van de slachtoffers waaronder inderdaad enkele landgenoten maar ook vele Nederlanders waarmee wij toch ook een bijzondere band hebben.

Het gebeurde heeft ons, zoals ieder van ons, heel diep getroffen. Woorden schieten tekort, om ons medeleven goed te kunnen betuigen.

Mijnheer de minister, ik dank u heel hard voor uw toelichting en zeker ook om zo snel mogelijk ons in de commissie te vervoegen om een stand van zaken te geven.

Wat gisteren is gebeurd, lokt immers heel veel verontwaardiging uit, omdat vooral de passagiers en de bemanningsleden van de bewuste vlucht NH17 niets maar dan ook niets met het conflict in Oekraïne te maken hadden. Zij hadden er niets mee te zien. Het gevolg is dat wij kunnen spreken van een verlies van mensenlevens dat volledig zinloos is.

Ik kan mij dan ook moeilijk voorstellen hoe de families van de slachtoffers het nieuws moeten verwerken. Ik leef dan ook heel persoonlijk met hen mee.

Verontwaardiging is er ook over het veilig kunnen reizen in de wereld, wat nochtans een kostbaar goed is. Er worden heel veel middelen geïnvesteerd, om onze veiligheid in de lucht te garanderen opdat wij, wanneer wij een vliegtuig nemen, niet voor aanslagen hoeven te vrezen. Wij geven heel veel van onze vrijheid op om van een dergelijke veiligheid te kunnen genieten.

Wij gaan er heden ten dage allen van uit dat wij, wanneer wij vliegen, veilig vliegen. Het spijtige voorval bewijst eigenlijk het tegendeel en bewijst ook dat wij een en ander niet als een evidentie mogen beschouwen.

Ik ben echter vooral verontwaardigd over het gebrek aan politieke moed van zij die wel verantwoordelijk zijn voor de ramp. De berichtgeving is werkelijk hallucinant: het ene kamp beschuldigt het andere. Men lijkt er zelfs niet te beroerd voor om allerhande bewijsmateriaal naar voren te schuiven. Het spijtige daarvan is dat de nabestaanden die met heel veel vragen zitten, hierdoor een speelbal worden in een propagandaoorlog. Door tegenstrijdige informatie worden hun cruciale antwoorden ontzegd.

De schuldigen moeten worden opgespoord en vervolgd. Daarom moet er een onderzoek komen. U hebt daar al naar verwezen, mijnheer de minister.

Er rijzen bij mij ogenblikkelijk vragen, mijnheer de minister. Misschien kunt u daar antwoorden op geven. Kan er eigenlijk nog sprake zijn van een onafhankelijk onderzoek als westerse journalisten getuigen dat zij gewoon op de site kunnen rondlopen? Als zij van kwade wil zijn, zouden ze bewijsmateriaal gewoon kunnen meenemen. De Oekraïense eerste minister stelt dat er een onderzoek zal komen, hoewel het om een gebied gaat waar hij heel weinig over te zeggen heeft aangezien het onder controle staat van de rebellen.

De rebellen beweren ondertussen een zwarte doos in handen te hebben.

President Poetin verklaart daarop dat hij de zwarte doos wil ontvangen omdat het eigenlijk om een aanslag op zijn persoon zou gaan. Hij vraagt dat de zwarte doos in Moskou wordt geanalyseerd. Ik heb daar een vreemd gevoel bij en vraag mij af of wij kunnen verwachten dat er een onafhankelijk onderzoek zal worden gevoerd.

U hebt ook gesproken over uw contacten met verschillende politieke leiders, mijnheer de minister. Met wie hebt u de voorbije uren contact gehad en wat is uw inschatting van de situatie op basis van die contacten? Hebt u ook contact gehad met de NAVO? Zal er hieromtrent in de Noord-Atlantische Raad een vergadering worden gepland? Met betrekking tot Nederland, welke informatiestromen worden opgezet en welke contacten hebt u gehad met onze Nederlandse bureaus?

Tot slot maak ik mij vooral zorgen over de gevolgen van het drama op het conflict. Zal het de spanningen tussen het Oosten en het Westen nog vergroten? Zal het drama leiden tot een wereldwijde militaire escalatie of zal het eerder leiden tot, zoals sommigen het al omschreven, een *game changer* in de dramatische gebeurtenissen en zorgen voor een keerpunt in een aanslepend conflict? Ik wil graag uw inschatting kennen, mijnheer de minister.

01.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de voorzitter, terecht worden de woorden drama en verontwaardiging bij deze ramp in de mond genomen. Het is in de eerste plaats aan ons om ons medeleven te betuigen aan de nabestaanden en de familie en er alles aan te doen opdat die mensen begeleid en geïnformeerd worden over wat daar met hun familieleden is gebeurd.

Het is een regio in crisis. Wat er nu is gebeurd, geeft aan het hele conflict toch wel een andere dimensie.

Het is zoals de minister zegt; internationaal onafhankelijk onderzoek is hier het meest aangewezen om tot goede politieke conclusies ter zake te komen.

Wij kunnen ons ook dienstbaar opstellen tegenover Nederland, ons buurland, dat nog het meest is getroffen.

Er moet dus op een goede manier voor de nabestaanden en de familie worden gezorgd. Voor de politieke conclusies moet dan zo snel mogelijk werk worden gemaakt van het internationaal onafhankelijk onderzoek, zoals de minister heeft gezegd.

01.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ook onze fractie dankt u om hier zo snel accurate informatie met het Parlement te delen.

Het is uiteraard een dramatische gebeurtenis, met mogelijk verstrekkende gevolgen. Namens Ecolo-Groen wil ik dan ook mijn medeleven ten aanzien van de getroffen families uiten. Wij vragen aan u en uw collega's dat zij in de best mogelijke omstandigheden worden opgevangen.

Er valt weinig toe te voegen aan wat u hebt gezegd. Er is nog veel onduidelijkheid. U hebt het nog altijd over een *accident*. Er is nog geen zekerheid dat het om iets anders dan een *accident* zou gaan.

Wij moeten zo snel mogelijk het onderscheid kunnen maken tussen de geruchten die nu circuleren en de feiten.

Ik denk dat het noodzakelijk en goed is dat het luchtruim boven de conflictzone wordt gesloten. Ik denk dat het goed is dat meer en meer landen die stap zetten. Wij kunnen ons wel de vraag stellen of dit niet al eerder had kunnen gebeuren en of er algemene richtlijnen kunnen worden ingevoerd over hoe wij moeten omgaan met vliegverkeer in conflictzones binnen Europa. Dit is immers een Europese problematiek.

Ik heb ook gelezen dat Angela Merkel nu al forsere taal spreekt en pleit voor nieuwe Europese sancties. Misschien komt dat volgende week dinsdag ook op de agenda te staan van de Europese Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken. Ik begrijp uit uw inleiding echter dat u daarover niet meteen uitspraken wil doen of daarvan niet meteen voorstander bent.

De **voorzitter**: Ik geef het woord aan collega Hellings, maar we moeten eens uitmaken of Ecolo-Groen nu één fractie is of twee fracties, vermits collega De Vriendt heeft gezegd dat hij sprak namens Ecolo-Groen.

(...): Het is al uitgemaakt door de Conferenties van voorzitters.

01.05 Benoît Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je me joins aux condoléances exprimées par M. le ministre et mon collègue De Vriendt.

Monsieur le ministre, des contacts ont-ils été entrepris auprès de votre collègue Lavrov?

Sachant que l'enquête internationale qui a commencé dépendra de la bonne volonté de toutes les parties impliquées, ce serait une façon de tester la bonne volonté du gouvernement russe dans cette affaire malheureuse mais aussi dans l'affaire encore plus grave qui est le conflit ukrainien.

01.06 Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, we hebben nieuwe indicaties wat de mogelijke slachtoffers betreft maar we zullen dat verifiëren.

Ik begrijp de verschillende vragen. Wat de contacten en de mogelijke acties vanuit België betreft, hebben we na de aankondiging gisteren eerst contact opgenomen met alle mogelijke diensten om informatie te verzamelen. Die informatie hield in de eerste plaats verband met de mogelijke Belgische slachtoffers. Dat is

onze eerste verantwoordelijkheid. Het is normaal dat we dat doen en daarom hebben we ook zeer snel een crisiscentrum opgezet. Dat crisiscentrum is er niet alleen om antwoorden te geven aan de vele mensen die vragen willen stellen maar ook om informatie te verzamelen. Het is een zeer nuttig middel om dat te doen. Wij krijgen veel vragen en opmerkingen over de Belgische passagiers aan boord. Dat was dus mijn eerste reactie.

Mijn eerste contact met een collega was in Nederland. Ik heb gevraagd om Frans Timmermans aan de lijn te krijgen om te vragen wie de mogelijke slachtoffers waren. Ik herhaal dat zelfs mijn Nederlandse collega daar gisteravond om 20 uur geen echte informatie over had. Hij wachtte op een lijst en zei dat er misschien 50 Nederlanders bij betrokken waren. U weet nu dat het er veel meer zijn. Dat was dus de eerste piste. Het eerste contact op internationaal vlak was dus met Nederland. Mijn diensten en de kabinetschef hebben geprobeerd contact op te nemen met ambassades en alle mogelijke diensten om informatie te verzamelen. Dat is een eerste zaak.

In de komende weken zal misschien de vraag rijzen hoe het mogelijk is, niet alleen in Nederland maar ook in België, dat men zoveel tijd nodig heeft om deze informatie te geven. Die lijst bestaat immers. Hoe is het mogelijk dat men zoveel uren moet wachten alleen al om de lijst van de slachtoffers bevestigd te krijgen? Dat is nu zo. Ik heb veel zaken gehoord en ik zal niet ingaan op onder andere de bescherming van de privacy maar in geval van een vliegtuigcrash moet dit sneller kunnen. Dat is een eerste punt. Wij proberen om in dat verband verder te gaan.

Een tweede contact houdt verband met een mogelijk onderzoek. Ik begrijp de vraag of het niet nuttig is om sneller te gaan, met bescherming op het veld. Dat is zeker nuttig maar wat kunnen we doen? Gisteren hebben we vele contacten opgestart en deze morgen had ik al contact met mijn collega uit Australië. Waarom? Australië is lid van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

On m'a demandé s'il y avait eu un contact avec M. Lavrov. Les Australiens ont pris contact avec lui. Vous avez entendu comme moi que le président Obama avait appelé le président Poutine. Malgré tout, j'essaie toujours de rester dans les limites de ce que nous pouvons faire. Nous prenons contact avec les ambassadeurs mais je vous avoue que je n'ai pas appelé le président Poutine; d'autres l'ont fait dont notamment des représentants de pays européens.

En ce qui concerne le Conseil de sécurité des Nations unies, la demande a été clairement adressée d'accepter une enquête internationale indépendante. Nous soutenons la démarche australienne en la matière mais nous ne siégeons pas au Conseil de sécurité. Les instructions ont été données à notre représentation permanente à New York d'aller dans cette voie. Ce sont les principaux contacts politiques.

Ik had contact met Nederland, wat logisch is in dergelijk geval. Vandaag had ik ook nog contact met Australië, via de ambassade, de verschillende diensten en de verschillende partners. Wij zetten dit in twee richtingen voort, namelijk hulp aan de familie van de slachtoffers en de partners voor de identificatie en dergelijke meer, en het achterhalen van de feiten. Het moet mogelijk worden gemaakt om een internationaal onafhankelijk onderzoek te voeren teneinde de precieze feiten te achterhalen. Ik weet dat Rusland en misschien ook andere actoren veel pogingen ondernemen om data te bekomen. Wij zullen proberen om een onafhankelijk onderzoek te laten uitvoeren.

In mogelijke sancties of besprekingen over Oekraïne is voorzien. In de Europese Raad werden reeds enkele conclusies getrokken inzake Oekraïne, met versterking van de sancties. Die sancties zijn tot nu toe individueel. Er is een nieuwe lijst met namen. Daarin kon verder worden gegaan met individuele sancties ten opzichte van Rusland. Dinsdag komt de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken bijeen, die nu wordt voorbereid. Er wordt voor gepleit om verder te gaan en meer druk uit te oefenen op de verschillende actoren, misschien met nieuwe sancties tegenover Rusland. Ik wacht tot dinsdag voor meer informatie over de mogelijke feiten. Ik hoor veel commentaren en analyses van talrijke experts, maar wij vragen naar feiten. Voor ons is het alleszins mogelijk om verder te gaan.

Ik heb zelfs gehoord dat een dergelijke vliegtuigcrash, spijtig genoeg, nuttig wordt bevonden om enige actie van de internationale gemeenschap te krijgen. Dat klopt dus niet. Wij zijn al maanden bezig met de crisis in Oekraïne, maar jammer genoeg is het tot nu toe niet gelukt om tot een staakt-het-vuren te komen en onderhandelingen te starten. Ik wil niet vergelijken met een andere regio — over Gaza en het Midden-Oosten zullen wij het nog hebben — maar de beslissing om te komen tot een staakt-het-vuren en echte onderhandelingen is er nog niet gekomen. Spijtig genoeg is dat in Oekraïne nog niet het geval. Ik vermoed

dat er meer druk zal komen van veel landen na deze vliegtuigcrash.

Ik heb ook gehoord dat het een ongeval is. Vandaag wil ik daarover nog niet te veel zeggen, maar ik vrees dat het meer dan een ongeval is. Ik heb veel aanwijzingen dat het een echte raketaanval tegen het vliegtuig betreft, maar ik beschik niet over enige officiële bevestiging na onderzoek.

Heel veel indicaties wijzen evenwel in die richting. Meer mag ik niet zeggen; ik mag geen conclusies trekken.

Dit zal echter een belangrijk element uitmaken in onze redenering omtrent Oekraïne, die wij dinsdag zullen ontwikkelen. Ik kan u wel zeggen dat er veel voorbereidend werk wordt geleverd om bijvoorbeeld de sanctie te verhogen of te versterken. Tot nu toe werd er daarover nog niets beslist, maar dinsdag zal dat misschien wel het geval zijn.

Nogmaals, eerst en vooral moet de aandacht gaan naar de slachtoffers en hun nabestaanden. Vervolgens moeten wij ons baseren op feiten en die feiten moeten worden bevestigd. Wij mogen niet terugvallen op verklaringen van de ene of de andere kant.

De **voorzitter**: Ik dank u, mijnheer de minister.

Mijnheer de minister, collega's, ik stel voor dat wij overgaan tot het tweede agendapunt, waarvoor wij oorspronkelijk deze vergadering hadden samengeroepen. Graag geef ik het woord aan de minister voor een inleidende uiteenzetting.

02 Gedachtewisseling met de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over de Israëlisch-Palestijnse toestand

02 Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation israélo-palestinienne

02.01 Minister **Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, vooraleer wij de huidige situatie in Gaza bespreken, wil ik een aantal contexten en elementen aanhalen over de situatie in het Nabije Oosten en over de stand van de relaties tussen Palestijnen en Israël.

Daarna zal ik met veel aandacht luisteren naar de uiteenzettingen van de verschillende fracties, in het bijzonder in voorbereiding van de Raad van Buitenlandse Zaken van volgende dinsdag.

Sinds de mislukking van de Amerikaanse vredesonderhandelingen eind april is de politieke en de veiligheidssituatie in de regio er alleen maar op achteruit gegaan. Op 12 juni kende de situatie een dramatische ontwikkeling met de ontvoering van drie jonge Israëlische studenten in de Westelijke Jordaanoever, dichtbij de stad Hebron.

Gedurende drie weken werden zoekacties op grote schaal gevoerd in heel de Westelijke Jordaanoever. Dit voorval is tot een dramatisch einde gekomen aangezien de drie studenten dood werden teruggevonden. De Israëlische regering heeft Hamas ervan beschuldigd verantwoordelijk te zijn voor deze ontvoering, wat Hamas heeft ontkend.

Tot op vandaag kon geen enkel tastbaar bewijs worden geleverd van de verantwoordelijkheid van de top van deze organisatie, ondanks heel ernstige vermoedens die door meerdere leden van de internationale gemeenschap als betrouwbaar worden beschouwd.

Honderden Palestijnen werden gearresteerd, vooral leden van Hamas die in de herfst van 2011 waren vrijgelaten in ruil voor de vrijlating van Gilad Shalit. Voor veel Palestijnen was de reactie van Israël onevenredig en straffend ten aanzien van Hamas.

De timing van deze ontvoering kwam niettemin op een heel slecht moment, amper tien dagen na de aankondiging van een nationale consensusregering, geboren uit de complexe intra-Palestijnse verzoening, en die door Israël werd verworpen.

De dag na de begrafenis van de drie jonge Israëlische studenten werd een Palestijn van 17 jaar ontvoerd en levend verbrand door extremistische Joden, wat de spanning in de Westelijke Jordaanoever enkel nog heeft doen toenemen.

Outre la demande que justice soit faite, j'ai condamné ces meurtres et appelé au calme et à la retenue ainsi qu'à la reprise des négociations entre les parties. On peut saluer les réactions claires et mesurées du président Abbas: condamnation de l'enlèvement et coopération des services de sécurité. Côté israélien, on peut se féliciter de l'arrestation immédiate des auteurs du meurtre du jeune Palestinien et des réactions sans ambiguïté de la part du gouvernement mais il est clair que ces graves incidents ont exacerbé les tensions de chaque côté et renforcé les ailes les plus extrémistes.

En guise de protestation contre les arrestations massives et contre le bouclage de Gaza, les mouvements armés, dont le Hamas, ont repris leurs tirs de roquettes, tirs auxquels l'armée israélienne a répliqué en lançant son opération "Bordure protectrice". L'armée israélienne a ensuite massé 40 000 réservistes à la frontière, prêts à répliquer aux tirs de roquettes par des bombardements aériens intensifs également. Comme vous le savez, l'armée s'y est attelée depuis quelque temps maintenant. Le conflit est le plus meurtrier depuis l'offensive "Pilier de défense" de novembre 2012.

Le président de l'Autorité palestinienne a maintenu sa coopération en matière de sécurité avec Israël. Sa popularité est en chute libre non seulement auprès de la population palestinienne mais également au sein de son gouvernement. L'Autorité palestinienne et le Hamas sont à couteaux tirés, ce qui ne laisse rien présager de bon pour le gouvernement de consensus national que l'Union européenne soutient à condition – je suis d'ailleurs intervenu dans le même sens – qu'il continue de respecter les critères du Quartet: non-violence, respect des accords précédents et droit d'Israël d'exister.

Mahmoud Abbas, qui a encore tout récemment rappelé son attachement prioritaire à la paix et à une normalisation des relations avec Israël dans le cadre d'une solution à deux États, a cependant aussi adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU dans laquelle il appelle à la mise de la Palestine sous un système de protection internationale onusien. Le président Abbas entend par-là une sorte de *trusteeship* onusien qui serait une forme de garantie de la communauté internationale de la future mise en œuvre de la solution des deux États, un peu comparable à ce qui s'est fait au Kosovo ou au Timor-Leste.

Si aucune solution n'aboutit, d'autres mesures pourraient également être envisagées par les Palestiniens, telles une résolution du Conseil de sécurité, une session spéciale du Conseil des droits de l'homme déjà prévue en principe la semaine prochaine ou encore de nouvelles demandes d'adhésion à des organisations internationales. Comme précédemment, je continue de plaider pour éviter toute action unilatérale susceptible de miner encore davantage la confiance, s'il en reste, entre les parties.

Je comprends la frustration, voire la colère, face à l'impuissance de la communauté internationale pour arrêter ces violences qui ont déjà fait trop de victimes, surtout parmi les civils, et qui aggravent la situation humanitaire de la population à Gaza.

Je tiens pourtant à souligner que la diplomatie n'est pas restée silencieuse et inactive. Outre toutes les déclarations, y compris les miennes, de nombreux contacts ont eu lieu pour tenter d'inverser la tendance et de mettre un terme à la violence.

J'ai soutenu toutes ces initiatives et j'avoue que j'avais espéré un rôle plus actif de l'Union européenne. Le rôle central de la haute représentante Catherine Ashton, dans les négociations avec l'Iran à Vienne, explique peut-être ce manque de visibilité. Cependant des actions ont été entreprises au-delà des contacts téléphoniques au plus haut niveau, ainsi que des contacts informels.

Le Conseil européen a également adopté une déclaration mercredi soir. Le dossier est à l'agenda du Conseil des Affaires étrangères de mardi prochain, avec adoption de conclusions substantielles – normalement –, y compris sur le processus de paix.

Tussen al de genoemde initiatieven is het Egyptische voorstel tot een staakt-het-vuren het meest belovende. Jammer genoeg was het staakt-het-vuren, dat door Egypte op 14 juli 2014 werd voorgesteld slechts van korte duur. Het voorzag in een volledige stopzetting van alle lucht-, maritieme en landelijke vijandelijkheden vanaf 15 juli 2014 om 8 uur. Egypte stelde ook voor om binnen de 48 uur twee Israëlische en Palestijnse delegaties op hoog niveau voor het openen van discussies te ontvangen.

Terwijl het Israëlische veiligheidskabinet dit voorstel aanvaardde, liet een woordvoerder van de militaire tak van Hamas horen dat Hamas elke staakt-het-vuren weigerde die geen volledig akkoord over het conflict

inhiel, namelijk het stopzetten van de Israëlische bombardementen, het einde van de blokkade van Gaza, die sinds 2006 plaatsvindt, het openen van de grenspost van Rafah met Egypte en de bevrijding van alle gevangenen die opnieuw werden opgepakt nadat zij eerst waren vrijgelaten in ruil voor de vrijlating van Gilad Shalit.

Het valt sterk te betreuren dat Hamas dit aanbod weigerde en opnieuw raketten op Israël afvuurde, wat de Israëlische ertoe heeft geleid hun operaties in Gaza te hervatten.

Ik heb iedereen opgeroepen om zonder uitstel en zonder voorwaarden het Egyptische aanbod tot een staakt-het-vuren te aanvaarden. Ik riep daartoe op, om, enerzijds, uit de crisis te kunnen komen en om, anderzijds, de burgerbevolking van zowel Gaza als Israël te kunnen vrijwaren. Ik hoop ten eerste dat de redelijkheid uiteindelijk zal zegevieren.

Mardi après-midi, des bombardements et tirs de roquettes ont repris de plus belle. Une pause humanitaire a été décrétée hier à la demande des Nations unies pendant cinq heures. Trois tirs de mortiers ont cependant visé Israël durant cette trêve humanitaire. Dès la fin de cette trêve, les tirs de roquettes ont repris massivement, suivis de nouvelles frappes de l'armée israélienne.

Le gouvernement israélien a finalement décidé, hier soir, de lancer une opération terrestre à Gaza avec pour objectif principal "de détruire les tunnels utilisés pour des activités terroristes en Israël". La décision a été approuvée par le cabinet de sécurité après le refus du Hamas d'accepter le plan égyptien pour un cessez-le-feu et après la poursuite des tirs de roquettes sur Israël.

Hier encore, l'armée israélienne avait mis en échec une tentative d'infiltration sur son territoire d'un commando de 13 Palestiniens qui tentaient, en empruntant un tunnel construit par le Hamas, de pénétrer en Israël.

J'ai exprimé ma préoccupation quant à cette opération terrestre et surtout déploré l'escalade de la tension sur le terrain. J'insiste, comme d'autres en Europe et comme la haute représentante de l'Union européenne, sur le droit d'Israël à se défendre, mais j'appelle à la plus grande retenue et à la protection maximale des civils. Notre première préoccupation doit être celle de la paix et certainement celle de la protection des civils, étant donné le nombre d'enfants touchés aujourd'hui par ce conflit.

J'espère que cette opération sera limitée et de courte durée. En moins de deux semaines de conflit, l'armée israélienne a effectué plus de 2 000 raids aériens en réponse aux plus de 1 500 tirs de roquettes plus sophistiquées et de plus longue portée que par le passé.

Cette situation n'a pas manqué de créer de fortes tensions au sein du gouvernement israélien. Le premier ministre a limogé cette semaine le vice-ministre de la Défense pour avoir qualifié l'intervention militaire israélienne d'échec. Le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Économie souhaiteraient une réaction plus ferme d'Israël, y compris en reprenant le contrôle de la bande de Gaza.

Après dix jours de conflit, le bilan est lourd. Le nombre de victimes palestiniennes dépasse les 250, principalement des civils et l'on dénombre plus de 1 700 blessés. Du côté israélien, cela se chiffre à une victime civile et une victime militaire tuée hier dans l'opération terrestre. L'efficacité du Dôme de fer permet fort heureusement de limiter les victimes en Israël. Mais je crains que le bilan ne s'alourdisse avec l'offensive en cours.

Selon l'UNRWA, les déplacements de population s'élèvent à plus de 21 000 réfugiés dans des écoles ou des abris de fortune. Environ 900 000 personnes, soit près de la moitié de la population de Gaza, seraient affectées par les dommages infligés aux réseaux de distribution d'eau et d'électricité et aux systèmes d'égout. Plus de 1 300 habitations ont été totalement ou partiellement détruites et 14 500 autres endommagées, de même que 81 écoles, 8 centres de santé, 8 bâtiments ministériels et 67 mosquées.

Comme toujours dans le conflit israélo-palestinien, l'émotion est grande et une véritable objectivité est difficile à maintenir. Différents prismes déforment souvent la réalité et ne mettent pas suffisamment en lumière les responsabilités de chacun. Je tiens à le rappeler ici, comme tout État souverain, Israël a le droit et le devoir de protéger sa population. Il est inacceptable que des civils soient les cibles de centaines de roquettes lancées de manière indiscriminée. La réaction doit être proportionnée et il faut faire preuve d'une retenue maximale afin d'éviter les victimes civiles. J'ai lancé ces appels à plusieurs reprises à l'égard du

gouvernement israélien.

Le respect du droit international, notamment humanitaire, est une responsabilité de tous les acteurs impliqués. Cela doit être le cas d'Israël mais aussi du Hamas et des autres organisations qualifiées de terroristes. Or, on constate que des civils sont régulièrement utilisés comme boucliers humains pour protéger des cibles militaires. Des bunkers sont également construits pour le leadership du Hamas sous des hôpitaux et l'UNRWA a dénoncé hier l'utilisation d'écoles pour le stockage de roquettes. C'est inacceptable car contraire au droit de la guerre coutumier, auquel tous les acteurs sont tenus.

La population de Gaza souffre du blocus israélien en vigueur, que l'Union européenne demande de lever.

Le manque de coopération n'a malheureusement pas permis d'avancer pour rassurer Israël en matière de sécurité. Les événements des dernières semaines nous l'ont encore prouvé, en ce compris les discours de certains leaders. L'arsenal est de plus en plus sophistiqué et j'ai rappelé le nombre de tirs réalisés.

Côté israélien, les restrictions en vigueur font mal à la population, d'autant plus depuis que l'Égypte, qui a une frontière avec Gaza, mène une politique plus restrictive qui a conduit à la neutralisation de la plupart des tunnels de contrebande. La population souffre du blocage réalisé de part et d'autre.

Je comprends parfaitement les manifestations en faveur du peuple palestinien. Elles sont tout à fait louables. Je crois que nous sommes tous en faveur de la mise en place d'un État de Palestine qui puisse vivre en paix et en sécurité à côté d'Israël. J'ai d'ailleurs reçu hier les représentants de différentes organisations qui avaient manifesté mercredi devant le département des Affaires étrangères. Je pense pouvoir dire que nous avons eu des échanges très constructifs.

De manière générale, la cause doit être en faveur de la paix et des Palestiniens mais pas contre les Israéliens. On le voit ici, la responsabilité principale de l'escalade de la violence relève de l'intransigeance d'un certain nombre de leaders, des deux côtés. C'est eux qu'il faut blâmer pour l'escalade de la violence et les souffrances de la population à Gaza.

Il faut – ce que je tente de faire – éviter un parti pris systématique pour l'un ou l'autre camp. Pour ma part, j'essaie de soutenir un seul camp, celui de la paix. Je tiens à dire que certains débordements ne peuvent être acceptés, comme cela a été le cas à Anvers cette semaine où des appels antisémites ont été lancés. Je suis contre toute importation du conflit dans notre pays. Je précise que ce n'était pas le cas lors de la manifestation de mercredi qui s'est tenue devant le département des Affaires étrangères. Cette manifestation s'est déroulée de manière calme et sans que ne soit lancé ce type d'appel.

Nous tentons de mener une politique équilibrée dans un dossier complexe et hautement sensible. Pour être crédible auprès des deux parties, il faut pouvoir avoir un discours objectif et savoir faire passer les messages nécessaires, positifs ou négatifs en fonction des développements. C'est ainsi que j'ai soutenu l'annonce du gouvernement palestinien d'entente nationale et que j'ai réagi à l'occasion de chaque nouvelle annonce de création d'une colonie israélienne. C'est la politique que je compte poursuivre, y compris dans le cadre de la crise actuelle, avec le soutien du parlement.

Nous avons d'ailleurs pris des initiatives pour tenter de faire évoluer la démarche européenne en ce qui concerne la situation économique. C'est dans ce cadre que nous avons publié, début du mois de juillet, les dix-neuf *guidelines* pour ce qui concerne les produits et investissements dans les territoires occupés. J'ai également demandé, à plusieurs reprises, qu'une initiative Benelux soit prise concernant l'étiquetage des produits provenant des territoires occupés. J'ai transmis mon accord au ministère de l'Économie. Je crois savoir que son ministre de tutelle partage mon point de vue en la matière, mais nous ne sommes pas encore parvenus à un accord au sein du Benelux à ce sujet. Toutefois, nous tentons de convaincre nos collègues du Benelux, et en particulier ceux des Pays-Bas, de choisir cette voie.

De prioriteit is een staakt-het-vuren. Alle inspanningen moeten geleverd worden om die prioriteit zo snel mogelijk haalbaar te maken.

Het is echter duidelijk dat over het vervolg moet worden nagedacht. De huidige situatie is immers onhoudbaar en een terugkeer naar een status quo is geen duurzame oplossing. De internationale gemeenschap en de EU in het bijzonder hebben een rol te spelen. Daarover zullen wij het hebben tijdens de volgende Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken op dinsdag.

Aan Palestijnse kant moeten wij voortwerken aan de verzoening, want het is bijna onmogelijk om over een definitief vredesverdrag te onderhandelen met een partij die niet heel haar grondgebied controleert. De opstelling van een nationale consensusregering was een goede eerste stap, maar het is noodzakelijk dat die regering en de Palestijnse Autoriteit controle uitoefenen over heel het grondgebied van een toekomstige Palestijnse Staat, dus met inbegrip van Gaza.

De populariteit van Hamas, die sterk verzwakt was, onder meer door het verlies van de steun van Egypte, is weer gestegen door de huidige crisis. Het meest onrustwekkend is de moeilijke situatie van president Abbas, die intern steeds meer wordt bekritiseerd, zowel door de bevolking als door de basis en de top van Fatah.

Pour le moyen et le long terme, la solution ne peut passer que par la relance du processus de paix. Je souhaite que l'Union européenne, en tandem avec les Américains, puisse prendre une initiative en la matière. Je vais plaider en ce sens lors du Conseil des Affaires étrangères du 22 juillet.

Enfin, il est inutile de vous rappeler mon initiative de conférence économique pour attirer des investissements dans le futur État palestinien, qui a dû être postposée à plusieurs reprises pour cause d'absence de processus de paix, qui évoluait d'une manière un tant soit peu favorable. L'offre reste valable et pourra être lancée une fois qu'il y aura à nouveau des perspectives politiques. On en est malheureusement loin actuellement.

Au début de l'année dernière, nous avons accepté la demande américaine de laisser une chance aux initiatives louables du secrétaire d'État John Kerry. Aujourd'hui, à mon avis, l'Europe doit reprendre le chemin d'initiatives dans la région en collaboration avec les autorités américaines, mais en présentant une offre d'ensemble: un cessez-le-feu immédiat, une capacité de se représenter à une table de négociations et un soutien économique de partenariats que l'Europe doit proposer pour convaincre vers un retour aux négociations.

Monsieur le président, je regrette que l'on doive traiter aujourd'hui deux sujets qui ont engendré tant de victimes en très peu de temps. En établissant au moins un parallélisme entre la crise ukrainienne, sans parler du crash aérien, et la situation actuelle à Gaza, on se rend bien compte que tout doit être fait pour obtenir d'abord un cessez-le-feu.

Il est indispensable d'arrêter cette accumulation de victimes, en particulier de victimes civiles, mais cela ne suffira pas sans remettre les divers acteurs autour d'une table pour des négociations politiques et sans présenter un soutien économique suffisant pour être crédible auprès des populations, tant en Ukraine qu'à Gaza – cette dernière ne peut avoir de perspective sans un soutien massif sur le plan économique.

De **voorzitter**: Ik geef de collega's nu in volgorde van de grootte van de fracties de kans om het woord te nemen.

02.02 Daphné Dumery (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, het is inderdaad het tweede onderwerp aan de agenda van vandaag dat betrekking heeft op een heel trieste situatie. Mijnheer de minister, ik hoop dat de commissie in het vervolg ook over andere thema's met u of met de volgende minister van Buitenlandse Zaken in debat zal kunnen treden.

U hebt een ruim overzicht van de situatie gegeven, soms wat ongenueanceerd volgens mij. De berichtgeving over het conflict wijzigt spreekwoordelijk per minuut. Beide partijen durven daarbij soms hun eigen waarheid propageren. Het lijkt daarbij bijzonder moeilijk om bijvoorbeeld aan Palestijnse kant duidelijkheid te krijgen over wie we spreken. Naast Hamas zien we daar een aantal Palestijnse groeperingen opduiken die actief zijn, extreme milities die dan eigenlijk het gezag van Hamas uitdagen. Het lijkt me verstandiger om op dit moment enigszins terughoudend te zijn over wie er nu de goeie is en wie niet. Ik vond dat uw verhaal op dat punt wat ongenueanceerd was. Misschien kunt u daar bij de vraagstelling wat verduidelijking over geven.

Intussen escaleert het geweld. Wat we niet verwacht hadden is gisteravond dan toch gebeurd. Het grondoffensief is ingezet door Israël. Ik vrees dat er nog meer burgerslachtoffers zullen vallen dan tot op heden het geval is geweest.

Iets waarbij we wel moeten stilstaan is dat dit al het derde conflict is in bijna zes jaar tijd. Dit conflict wordt trouwens overschaduwd door de wrede burgeroorlog in Syrië en de opmars van ISIS in Irak en Syrië. Men

zou er bijna hopeloos van worden, zeker wanneer men vaststelt dat een magere poging tot staakt-het-vuren eigenlijk na zes uur al mislukt is.

Volgens ons moet er nog altijd gezocht worden naar een oplossing in onderhandelingen waarbij men op langere termijn zou moeten gaan naar een tweestatenoplossing. U hebt daar ook naar verwezen. Er moet uiteindelijk een erkenning van de Palestijnse Staat komen maar ook het bestaansrecht van de Staat Israël moet ondubbelzinnig erkend worden. Dat laatste wordt immers ook door Hamas bestreden.

Mijnheer de minister, ik heb een drietal vragen. Misschien heb ik het in uw ruimere uiteenzetting niet gehoord maar ik stel de vraag naar de rol van de VN Veiligheidsraad. Zij hebben een resolutie waarin ze een staakt-het-vuren gevraagd hadden. Hebt u reeds gehoord over andere initiatieven van de Verenigde Naties op dit ogenblik?

Het zou kunnen worden gezien als internationale druk die wordt uitgeoefend op het conflict.

Uit uw uiteenzetting hoor ik echter dat u meer heil ziet vanuit Europa. Hoe ziet u die druk vanuit Europa dan? Er zou een gezamenlijk initiatief komen, maar hoe zal dat worden georganiseerd?

Mijn derde vraag peilt naar uw reactie op het grondoffensief. Mevrouw Merkel heeft verklaard dat Israël het recht heeft zichzelf te verdedigen. Ik vind dat eigenlijk ook in uw uiteenzetting terug, of heb ik dat verkeerd begrepen? Hebt u zo ongenueanceerd gereageerd? U kadert het door te stellen dat er geen burgerslachtoffers mogen vallen. Ik wil echter graag uw reactie horen ten aanzien van het recht op verdediging.

02.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, depuis des années, et vous l'avez rappelé, monsieur le ministre, nous assistons à la ghettoïsation de Gaza. Les habitants de la bande de Gaza sont condamnés à la survie, un mode de vie synonyme de désespoir, de précarité humanitaire, voire de mort.

Depuis dix jours, à cette situation déjà dramatique et inacceptable se sont ajoutés des bombardements intensifs versus des tirs de roquettes. Nous devons depuis hier déplorer l'offensive terrestre menée par Israël dans la bande de Gaza qui est, en tout cas selon nous, une véritable provocation.

Cette escalade de la violence sape inexorablement tout espoir de paix et se solde dans le sang par la mort, vous l'avez rappelé, de dizaines de personnes, une victime sur trois étant une femme ou un enfant. La mort, mercredi, de quatre enfants tués par un missile israélien alors qu'ils jouaient au football sur une plage en est la triste illustration.

Encore une fois, malgré de trop timides appels au cessez-le-feu, la diplomatie internationale montre ses limites pendant que la surenchère guerrière entre les deux camps nourrit les extrémistes, la rancœur et la désolation des populations. Chaque mort de civil en est une de trop, vous l'avez rappelé, quelle que soit d'ailleurs son appartenance.

Bien évidemment, mon groupe condamne le plus fermement tout recours à la violence. Nous le savons, il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Comment, en effet, imaginer sécuriser une telle situation à long terme par les armes? Comment pourrait-on fermer les yeux sur de telles violations du droit international - vous l'avez rappelé aussi, monsieur le ministre? Comment oser légitimer internationalement un recours disproportionné, vous l'avez dit aussi, à la force, comme essaie de le faire aujourd'hui le premier ministre israélien?

Pour le PS, le peuple israélien et le peuple palestinien ont droit tous deux de vivre dans la paix et la sécurité de deux états démocratiques et indépendants avec des frontières mutuellement acceptées. Cependant, l'heure est aujourd'hui, et vous l'avez rappelé, à l'urgence et surtout au multilatéralisme et non à la tergiversation.

Mon groupe exhorte ainsi l'Union européenne et la communauté internationale à exercer les pressions nécessaires afin qu'Israël et le Hamas mettent un terme aux violences et instaurent le plus rapidement possible un cessez-le-feu comme base de négociations.

Les conclusions du Conseil européen constituent un pas important dans ce sens. Des initiatives

additionnelles doivent cependant encore être prises, notamment par l'Union européenne, qui a tout son rôle à jouer dans la recherche d'une solution pacifique à long terme, et qui devrait donc, comme vous l'avez dit, un peu reprendre la main.

Pour ce faire, nous appelons la diplomatie belge à prendre ses responsabilités aussi en faisant preuve, comme nous l'avons fait dans le passé, de courage, de pragmatisme et surtout de détermination pour qu'une solution soit trouvée où Israéliens et Palestiniens seront sur un pied d'égalité.

Dès lors, monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes.

Malgré le vote d'une résolution par le Conseil de sécurité demandant le cessez-le-feu, cette option ne semble toujours pas envisagée par aucune des parties, que du contraire. Quelles autres pistes diplomatiques sont-elles envisagées tant au niveau européen que par la communauté internationale? Comment s'organisent les pourparlers avec les autres États de la région, comme la Turquie ou l'Égypte, à la suite du refus du Hamas du cessez-le-feu proposé par l'Égypte? Quel rôle encore pour le Quartet? Quelles initiatives tant dans l'urgence qu'à plus long terme la Belgique compte-t-elle prendre pour répondre aux besoins humanitaires? La situation dans les camps est aujourd'hui déplorable. Quelles initiatives comptez-vous prendre au niveau du Conseil européen des Affaires étrangères?

Un autre drame a touché l'Europe hier soir mais il ne faudrait pas que ce drame occulte mardi prochain tous les autres débats du Conseil européen. Si vous ne vous voyez plus, je crois que vous avez deux choses urgentes à régler et j'espère qu'elles seront traitées sur le même pied. Les deux méritent une prise en considération urgente au niveau européen.

Face à ce qui apparaît comme un jusqu'au-boutisme, comment notre pays et l'Union européenne pourraient-ils réévaluer leur stratégie vis-à-vis de cette région dans le cadre des pourparlers de paix et de nos échanges bilatéraux? Vous avez déjà indiqué que vous alliez continuer à travailler dans un cadre de relations économiques avec la Palestine.

02.04 Philippe Goffin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie vivement pour votre exposé aussi concret que complet. Il permet de bien baliser la situation et de comprendre les enjeux actuels.

Pour ne pas répéter les questions de mes collègues, j'ai noté dans votre exposé un élément. Vous avez regretté l'action de l'Europe, estimant que celle-ci était insuffisante. Concrètement, qu'aurait-elle pu faire pour peser davantage?

Ma deuxième question porte sur la situation des Belges en Israël et dans la région. Des mesures particulières sont-elles prises pour nos ressortissants?

Enfin, vous avez vu qu'à Paris, une manifestation pro-palestinienne a été interdite. Disposez-vous d'informations sur l'attitude que les bourgmestres souhaitent adopter? Des mesures complémentaires ont-elles été prises dans notre pays concernant ce type de manifestation?

02.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor de goede analyse met veel nuances en met de juiste klemtonen. Een staakt-het-vuren is ook volgens onze fractie de eerste prioriteit; het geweld moet worden stopgezet door beide kanten. Ieder onschuldig slachtoffer is er één te veel en dat kan men alleen maar vermijden met een staakt-het-vuren. Even dringend is de humanitaire bijstand aan de noodlijdende Palestijnse bevolking in de Gazastrook.

Meer fundamenteel vergt deze crisis de aanpak van de onderliggende oorzaken. Die liggen evenveel bij de principiële en categorische verwerping van het bestaansrecht van Israël als bij de illegale bezetting van grote delen van de Westelijke Jordaanoever en van Oost-Jeruzalem. Wij moeten samen met de EU en de VN beide veroordelen. De aanpak van de huidige crisis is niet gebaat bij een eenzijdige benadering, integendeel.

Wij betreuren dat Hamas het Egyptische bemiddelingsvoorstel heeft verworpen en geen einde wil maken aan een escalatie waarvan vooral de Palestijnen zelf het slachtoffer zijn. Wij betreuren ook dat Hamas militair optreedt en raketaanvallen uitvoert vanuit dichtbevolkte woonwijken, waardoor de gewone Palestijnse burgers op buitensporige wijze worden blootgesteld aan vijandelikheden.

Wij kunnen slechts onderlijnen wat de federale regering hierover zegt en haar hierover ingenomen standpunt delen.

Ten eerste betreuren wij de burgerslachtoffers die de afgelopen dagen zijn gevallen als gevolg van de raketlanceringen tegen Israël en de reacties van het Israëlische leger daarop.

Wij erkennen het recht van Israël om zijn bevolking tegen terroristische acties te beschermen.

Wij vragen dat de vijandelijkheden worden stopgezet en, indien dit niet mogelijk is, dat militaire operaties proportioneel en met de grootst mogelijke terughoudendheid worden uitgevoerd, om in alle geval burgerlevens te sparen.

Wij spreken ons uit tegen alles wat het vredesproces hypothekeert. Hoe moeilijk dit proces ook verloopt en hoe uitzichtloos het ook moge zijn, op termijn is er geen andere optie.

Ook wij geven de tweestatenoplossing niet op; het is de enige richting die moet en kan worden gevolgd.

Wij hopen dat het offensief beperkt en van korte duur zal zijn. De weigering van Hamas om een staakt-het-vuren te aanvaarden en de hervatting van de raketbeschietingen na de humanitaire wapenstilstand van gisteren, hebben aangetoond dat de terroristische organisatie niet de intentie had om een einde te maken aan het geweld tegen Israël.

Voorzitter: Daphné Dumery.

Présidente: Daphné Dumery.

Terecht hebt u de oproep aan alle partijen herhaald om te de-escaleren en om tot een onmiddellijk staakt-het-vuren over te gaan en hebt u de Egyptische inspanningen in dat verband ondersteund.

Voorts beklemtoont mijn fractie nog dat wij voorstander zijn van een consequente Europese aanpak. Dat is volgens ons de enige goede manier van aanpak. De EU heeft een eigen actieve en ambitieuze rol te spelen met betrekking tot het vredesproces.

Dat betekent echter ook dat ons land zal moeten blijven investeren in en vasthouden aan een Europees optreden zonder bilaterale initiatieven die niet passen in hetgeen afgesproken wordt op Europees niveau. In die zin gaan wij niet mee in het verhaal van de collega's van Groen en Ecolo voor een boycot, omdat wij menen dat dit niet de weg is die wij moeten volgen.

Nogmaals, een Belgisch beleid ten opzichte van het vredesproces in het Midden-Oosten moet, gezien de efficiëntie en de impact, in Europees verband gebeuren. Vandaag bestaat er in Europa echter geen draagvlak voor een boycot of sancties tegen Israël. Als wij willen dat in het vredesproces grote stappen vooruit worden gezet, dan moeten wij inzetten op politieke dialoog. Duurzame vrede kan pas mogelijk zijn op grond van een sterk engagement van zowel Israël als van de Palestijnen. De EU moet ten aanzien van beide partijen een effectieve rol van bemiddelaar kunnen spelen. Een boycot of sancties ondermijnen ons inziens dergelijke rol van de EU.

Wij steunen in elk geval de oproep om zo snel mogelijk aan beide zijden resoluut een einde te maken aan het geweld en de provocaties.

02.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik zal in een viertal punten de positie van mijn fractie meegeven.

Ten eerste, – en ik meen dat ik hierin gelijkloop met wat de minister in zijn inleiding, en ook sommige collega's, hebben gezegd – dit conflict gaat van kwaad naar erger en wordt supergevaarlijk. Wij zijn zeer ongerust over wat in het Midden-Oosten aan het gebeuren is. Als wij de laatste vijf jaar overschouwen, dan stellen wij vast dat die hele brede regio, na wat wij in het begin de Arabische Lente noemden en nu misschien wel de Arabische Winter moeten gaan noemen, een bijzonder onstabiele brede regio is geworden.

Binnen die reeds onstabiele regio is er een reeks supergevaarlijke situaties in een aantal landen: Syrië, Irak,

herhaaldelijk in Libanon en Jordanië is aan het wankelen. Er wordt in die regio met vuur gespeeld. Dat is een buurregio van ons en de impact daarvan op België en Europa zal immens zijn.

Ik steun uw oproep dat Europa zich daarmee veel meer moet bezighouden en – laat ik het maar meteen zeggen – wij moeten ophouden om als een schoothondje achter de Verenigde Staten te lopen en te denken dat de door hun voorgestelde pistes om dit probleem op te lossen, zullen werken. Ik kom daarop straks nog terug.

In die regionale brandhaard worden wij nu geconfronteerd met de derde gewapende botsing in vijf jaar, een botsing tussen het vierde sterkste leger van de wereld – Israël – en een van de armste bevolkingen in een van de meest overbevolkte regio's – Gaza. Daar is een gewapend conflict aan de gang. Dat is verontrustend.

Waarover ik mij ook zorgen maak, en ik meen dat u daarop allusie hebt gemaakt in uw inleiding, is dat de verhouding tussen de Arabische bevolking en Israëli ongelooflijk verslechterd is. Ze moorden nu zelfs langs beide kanten kinderen uit.

Als men ziet welke haatboodschappen er nu binnen Israël worden verspreid, dan staat het daar op ontploffen. Ik hoop dat ik niet te pessimistisch ben, maar misschien is het zelfs al onmogelijk om die twee volkeren nog te laten samenleven. Immers, er is een radicalisering aan Palestijnse kant. Hamas dreigt te worden voorbijgestoken door jihadistische groepen. Er is ook een radicalisering aan de Israëliëse kant. Dit heeft onze westerse pers niet gehaald. Wat minister Naftali Bennett, een van de steunpilaren van de regering Netanyahu, heeft gezegd, grenst aan het ongelooflijke.

Ik vertaal het vrij. Hij zei: "De wereld huilt om enkele Arabieren die vermoord worden. Wat is het probleem? Ik heb er zelf al veel vermoord." Dat komt uit de mond van een minister, lid van de Israëliëse regering.

Wij hebben dus al veel tijd verloren, naar ik hoop niet te veel tijd. Dat probleem neemt misschien wel onoplosbare vormen aan.

Het wordt tijd dat wij het geweer van schouder veranderen. Ik zal rechtuit, in weinig diplomatische termen, zeggen wat mij stoort: de hypocrisie die langs westerse kant in dat dossier speelt. Ik zal niet uitweiden over het ontstaan van dat conflict. De minister heeft verwezen naar de ontvoering van en de moord op drie Israëliëse kinderen. Dat is een drama, maar sta me toe om vrij te zeggen dat daar niet de oorzaak van het probleem ligt. De kern van het probleem, waar wij naar terug moeten grijpen, is de voortdurende illegale bezetting van de rompstaat Palestina. In 1947 heeft de Verenigde Naties een stuk van dat grondgebied toegewezen aan Palestina en dat wordt nu, meer dan zestig jaar later, nog altijd illegaal bezet. De discussies in de onderhandelingen over een tweestatenoplossing handelen over amper een fractie van wat in 1947 aan het Palestijnse volk werd toegewezen.

Ik roep dus op om terug te gaan naar de kern en om te stoppen met te doen alsof wij met die zogenaamde *equidistance* tot een oplossing zullen komen. Er is immers geen gelijkheid tussen de twee partijen. Wie met enig historisch besef terugkijkt en zich afvraagt wie er eigenlijk gewonnen heeft sinds de zestig jaar dat dit conflict aansleept, ziet dat het stukje van onze werelddol dat toegewezen werd aan Israël in die zestig jaar enorm is toegenomen.

Kijk naar het aantal nederzettingen dat er sinds 1993 — de start van het vredesproces, waarin men nog altijd leven probeert te brengen — is bijgekomen. Er zijn 500 000 Israëli's bijgekomen in nederzettingen op Palestijns grondgebied, of tenminste de fractie die nog overschiet van wat in 1947 aan de Palestijnen werd toegewezen.

Mijnheer de minister, ik heb vastgesteld dat sommige collega's uw persmededeling goed hebben afgelezen. Ik heb namelijk hele passages eruit gehoord. Het spijt mij, mijnheer de minister, maar ik wil het hebben over de hypocrisie van het Westen. Er is geen *équidistance*. Het Westen veroordeelt — terecht, ik veroordeel deze ook — de raketaanvallen. Die zijn tegenstrijdig met het internationaal recht. Ook verzetsgroepen worden geacht het internationaal oorlogsrecht na te leven en mogen aldus geen civiele doelwitten viseren. Die raketaanvallen zijn dus onwettelijk en moeten worden afgekeurd.

Als het echter gaat over slachtoffers langs Palestijnse kant, dan betreurt men de slachtoffers. Ik hoor geen woord over het feit dat de Israëliëse luchtaanvallen ook illegaal zijn. Dat woord komt niet uit de pen van het

Westen. Mijnheer de minister, ik was gisteren heel aangenaam verrast. Een collega van u, in dubbele zin, namelijk vice-eersteminister van Groot-Brittannië en lid van de Europese liberale familie, Nick Clegg, heeft gisteren gezegd dat de luchtaanvallen op Gaza bewust disproportioneel zijn en dat ze neerkomen op een collectieve afstraffing van het Palestijnse volk.

Als ik naar uw teksten kijk, dan komt u niet verder dan “ik roep Israël op om wat terughoudend zijn”. Uw collega Nick Clegg veroordeelt en zegt dat de luchtaanvallen niet terughoudend of evenredig zijn. Ze zijn onevenredig. Wij blijven die hypocrisie ophouden en wij durven niet te zeggen aan Israël dat ook Israël het internationale recht moet naleven. Als dat land het internationale recht overtreedt, dan moeten wij durven te kijken naar al onze economische, politieke en andere relaties die wij met dat land hebben en durven te overwegen om te spreken over sancties en reacties tegen een onaanvaardbaar gedrag.

Ik rond af, mijnheer de minister. Ik verwacht van u en van onze regering op de Raad van 22 juli een moedigere houding: zeg waar het over gaat, zeg waar het op staat. Ik verwacht dat u pleit voor een aanpak die naar de kern van het probleem gaat. De kern van het probleem is de illegale bezetting, de uitbreidingen van de nederzettingen en de blokkade van Gaza.

Ten slotte pleit ik ook voor enige coherentie in het optreden van ons buitenlands beleid. U sprak daarnet over parallellismen tussen Oekraïne en de huidige situatie in Gaza. Ik ben het met u eens. Er is een parallellisme. Om het maar over het laatste element te hebben, ik weet niet wie het vliegtuig heeft neergehaald. Het kan een ongeluk zijn, het kan de schuld zijn van Oekraïne, maar het meest waarschijnlijke is dat een van de verzetsgroepen in Oost-Oekraïne het heeft neergehaald, misschien wel met betrokkenheid van Rusland. Als dat het geval is, is het een overtreding van het internationaal recht.

Laten wij even aannemen dat het Rusland zou zijn en Rusland heeft de raketten geleverd, dan is Rusland medeplichtig aan het feit dat militaire wapens worden gebruikt tegen civiele doellwitten. Daar horen sancties bij.

Als diezelfde overtreding van het internationaal recht door Israël wordt begaan en Nick Clegg is van oordeel dat er een disproportionele reactie is, dan vraag ik, mijnheer de minister, dat men niet uitsluit dat ook ten aanzien van Hamas en de Palestijnse Autoriteit, alsook ten aanzien van Israël sancties worden getroffen.

Zolang men die stap niet zet, zal er geen oplossing voor het conflict komen. Waarom zou Israël zich inhouden als het vaststelt dat het de laatste zestig jaar de partij is die het meest heeft gewonnen bij de ontwikkeling van de situatie? Van een klein gebied hebben de Israëli nu al het grootste, het interessantste en het meest leefbare deel. Wat voor het Palestijnse volk overblijft, is een rompslaatje waarvan men de levensvatbaarheid in vraag kan stellen.

02.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil, ten eerste, de commissievoorzitter, Dirk Van der Maelen, danken, omdat hij de commissie over het punt in kwestie heeft willen samenroepen, mede op vraag van de Ecolo-Groenfractie. Er is immers een zekere urgentie.

Voorzitter: Dirk Van der Maelen.

Président: Dirk Van der Maelen.

Het is dan ook nodig dat wij met zijn allen kunnen bespreken wat België — ik benadruk België — kan doen.

Daarnet hadden wij het over Oekraïne. Nu hebben wij het over Gaza. De evidentie van vrede aan de grenzen van Europa wordt duidelijk in vraag en op de proef gesteld. Naar onze mening hebben wij nood aan koelbloedige maar ook geëngageerde politici.

Mijnheer de minister, een eerste punt dat wij willen maken, is dat de huidige crisis in Gaza niet los kan worden gezien van het bredere Israëlisch-Palestijns conflict.

Ik wil de zaak onmiddellijk op scherp zetten. Wij zijn ervan overtuigd dat ons land veel meer kan doen dan dat het tot nu toe heeft gedaan.

Mijnheer de minister, ik heb uw verklaringen in uw persberichten gelezen. Ook daarnet verklaarde u hier tijdens uw inleiding dat u bezorgd bent. U toont zich bezorgd over de situatie. U betreurt de aanvallen. U doet oproepen. Daarnet hebt u ook het woord “onaanvaardbaar” gebruikt. U hebt tevens vermeld dat u

slechts één kamp steunt, het kamp van de vrede.

Mijnheer de minister, sta mij toe de volgende woorden te gebruiken. Uw verklaringen zijn illustratief voor de gemakzucht waarmee Europese landen met het conflict in kwestie omgaan. Ik ben immers van mening en stel ook vast dat dergelijke appeasementpolitiek niet werkt.

Ik heb er u op gewezen dat er voor ons een link bestaat tussen de Gazacrisis en het bredere Israëlisch-Palestijns conflict. Het is niet de eerste keer dat u zich verontwaardigd toont. U toont zich samen met uw collega's blijvend verontwaardigd over alles wat al jaren na elkaar gebeurt. U merkt echter dat in de feiten op het terrein niets verandert, maar dat het radicalisme integendeel nog toeneemt. Wij moeten derhalve overwegen in de diplomatie, in de politiek en in een aantal economische sancties een versnelling hoger te schakelen.

Ik wil van u enige openheid vragen, om die bedenking te overwegen. Dat mag binnen het Europese kader, zoals hier daarnet werd betoogd, indien het kan, maar dat kan ook zonder Europa, indien het moet. België kan immers wel degelijk zelf een aantal stappen zetten, om te deblokken.

Een deblokking is nodig, gezien de ongelooflijke humanitaire tol van de huidige escalatie en de huidige climax, die nu in Gaza bestaat, maar die in feite, uiteraard los van allerlei nuances, ook explosief aanwezig is op de Westbank en in Oost-Jeruzalem. Ook daar liggen de kiemen voor een gewelduitbarsting.

De tol in Gaza is er. Het gaat om de derde oorlog, het derde grootschalige militaire conflict in zes jaar tijd. Laten wij duidelijk zijn, zowel Israël als Hamas mikken doelbewust op de burgerbevolking. Hamas heeft sinds het begin van deze crisis meer dan 1 200 tot 1 500 raketten afgevuurd op Israël, doelbewust, om gelijk wie te treffen. Israël zegt met woorden precisieaanvallen uit te voeren, maar de manier waarop het gebeurt maakt duidelijk dat het alleen de facto burgers viseert. En Israël accepteert dat. Het is een westers land, als ik het zo mag noemen, een democratisch land dat een militaire operatie ontplooit waarvan het perfect weet dat die tot zeer veel burgerslachtoffers zal leiden.

Israël heeft uiteraard het recht om zich te verdedigen, maar dat is ontaard in een collectieve bestraffing van een heel volk in Gaza. Dat recht is ook ontaard in een totaal disproportionele aanval op de Gazastrook. Het laatste cijfer waarover ik beschik inzake de tol aan burgerdoden betreft 256 Palestijnen van wie volgens de VN drie vierde burgers en minstens één vijfde kinderen.

Mijnheer de minister, eerst en vooral vraag ik u dat u zich uitspreekt over dergelijke aanval. Is dit disproportioneel of niet volgens u? Hoe kwalificeert u die aanval? Ik vraag u, in uw hoedanigheid van minister van Buitenlandse Zaken, om daar een etiket op te plakken en u daarover uit te spreken.

Mijnheer de voorzitter, wij zijn thans niet met zeer velen aanwezig en als u het mij toestaat, zou ik graag enkele verhalen brengen van slachtoffers, omdat ik meen dat dit misschien kan helpen. Het gaat vooral om burgerslachtoffers en in zeer grote mate om kinderen.

Gisteren stierven drie kinderen toen hun huis door Israël werd gebombardeerd. Eerder vonden achttien mensen de dood toen een bom op hun huis viel, waaronder zes kinderen en drie vrouwen. Vorige woensdag, zoals ook door collega Lalieux gezegd, stierven vier jongens tussen negen en elf jaar oud, die voetbal aan het spelen waren op een strand in Gaza en door een Israëlisch oorlogsschip onder vuur werden genomen. Een Israëlische luchtaanval op 9 juli rond 12.35 uur op het huis van Said Ghafour in Khan Yunis doodde Amal Abed Ghafour, dertig jaar, zijn zeven maanden zwangere vrouw en zijn eenjarig dochtertje.

Die aanval volgde vijf minuten na wat een *knock on the roof*-waarschuwing wordt genoemd, een waarschuwing die het Israëlisch leger geeft aan burgers dat hun huis binnen afzienbare tijd – luttele minuten – zal worden gebombardeerd. Over dergelijke tactieken, over een dergelijke oorlogsvoering spreken we. Die vijf minuten hebben niet volstaan.

Human Rights Watch zegt heel duidelijk dat een dergelijke waarschuwing de aanvallende partij niet ontslaat van de verplichting om af te zien van een dergelijke aanval wanneer zij weet dat de kans op burgerslachtoffers heel hoog is.

In een café in Gaza waar Palestijnse voetbalfans op 10 juli de halve finale van het WK in Brazilië volgden – net als wij deden, wij hebben het WK ook thuis of op café, in heel veilige omstandigheden, gevolgd – vielen

negen doden.

De *Fun Time Beach Bar* op het strand nabij Khan Yunis in het zuiden van Gaza, werd onder vuur genomen en gebombardeerd. Er vielen negen slachtoffers, waaronder Ahmed – achttien jaar – en twee vijftienjarige jonge kerels. Een café wordt gebombardeerd op een ogenblik dat een inlichtingendienst weet dat er zich daar heel veel burgers en zelfs kinderen bevinden om de voetbalmatch te volgen.

Mijnheer de minister, dat heeft niets meer te maken met zelfverdediging. Ik zou graag hebben dat u zich ook in die termen uitspreekt. U weet dat het internationaal recht aan alle strijdende partijen in een oorlogssituatie oplegt een onderscheid te maken tussen militairen en burgers.

Israël schendt die humanitaire evidente regel op flagrante wijze.

Kunt u zich voorstellen hoe een dergelijk conflict de radicalisering in de hand werkt, zowel langs Palestijnse zijde als langs Israëlische zijde, want ook daar is die radicalisering van de samenleving duidelijk bezig? Ook daar verhardt het discours.

Collega Van der Maelen heeft daarnet het voorbeeld gegeven van iemand op ministerniveau.

Wat nodig is, maar wat ontbreekt, is dat men die strategische doelstelling van vrede aan beide zijden betonneert en dat alle handelingen in functie daarvan worden gesteld. Dat is echter niet het geval. Er spelen andere doelstellingen – eigen machtsbelang en zelfs een deel electoraal belang –, zodat wat voor ons heel evident is – laat ons gaan naar vrede en laat ons alles doen om die vrede te bereiken –, daar op het terrein langs beide kanten helemaal niet het geval is.

Op uw website hebben we een tijdje geleden een bericht gelezen waarin u Belgische bedrijven waarschuwt. Ik was positief verrast om dat te lezen. U wees hen daarin op de risico's van zaken doen met bedrijven in Israël, meer bepaald met betrekking tot het juridische statuut van de bezette gebieden. Ik meen dat zo'n initiatief lovenswaardig is maar ik wil u vragen hoe u staat tegenover verdere diplomatieke politieke actie. Ik wil het heel concreet maken. Vanuit onze fractie zien wij vijf manieren om te gaan naar een deblokering, boven op de verontwaardiging, de oproepen enzovoort. We willen u vragen om een aantal dingen te overwegen.

Een eerste concreet punt. Op 22 juli is er de Raad van Ministers. Het Europees beleid ten aanzien van Gaza staat er aan de agenda, Israël en Palestina ook. Het is natuurlijk een kans op een actievere Europese Unie. U hebt daarnet gezegd dat u bereid bent om binnen het kader van die Europese raad niet enkel te focussen op Gaza maar wel degelijk ook op het bredere conflict. Ik meen toch dat u het zo hebt gezegd, met andere woorden dat u het bredere conflict tussen Israël en Palestina ter bespreking wil voorleggen aan uw collega's. Heb ik dat correct verstaan of niet? Er zijn uiteraard Europese initiatieven nodig om te komen tot een staakt-het-vuren. Cruciaal is ook dat Israël de grenzen openstelt voor humanitaire hulp.

Ten tweede, de wapenhandel. Ik meen dat we dit *au fond* moeten bespreken. Vindt u het opportuun dat er nog wapens uitgevoerd worden naar die regio? Bent u bereid om als federaal minister van Buitenlandse Zaken een opschorting te bepleiten? Dit is effectief een gewestelijke bevoegdheid maar uw standpunt in dezen als minister van Buitenlandse Zaken kan volgens ons belangrijk zijn. De opschorting van wapenleveringen aan Israël, Hamas en andere betrokken partijen in het gebied is nodig, inclusief de levering aan landen waarvan er een vermoeden bestaat dat ze wapens leveren aan Hamas. Wapenleveringen vanuit ons land en andere Europese landen waarvan er een gegrond vermoeden bestaat dat ze uiteindelijk bij Hamas terecht komen moeten opgeschort worden. Dat was mijn tweede vraag.

Ten derde, we zouden ook publiek het voornemen van president Abbas kunnen steunen om aan te sluiten bij het Internationaal Strafhof. Dat is een van de unilaterale maatregelen die u zonet genoemd hebt. Dat zou zeer goed zijn omdat dan zowel Israël als Palestina verantwoording zouden moeten afleggen voor schendingen van het internationaal recht. Ik vind dat u zich nogal gemakkelijk afzet tegen unilaterale actie maar dan vraag ik u heel concreet wat er dan wel moet gebeuren.

Ik vraag u om oplossingen, om een alternatief. Het is niet meer voldoende verontwaardigd te zijn of af te wachten wat er op Europees niveau gebeurt. Welke voorstellen zult u bepleiten op Europees niveau? Welke maatregelen wil België unilateraal nemen?

Ten vierde, zoals u daarnet vermeld hebt, zijn wij voorstander van een formeel verbod in ons land op de verkoop van Israëlische producten die uit de illegale nederzettingen in Palestijns gebied komen. Een eerste stap, waaraan nog altijd gewerkt wordt, is het labelen van die producten. Dit is belangrijk opdat de consument zou weten waar die producten vandaan komen, met name uit illegaal bezette gebieden. Hieraan is ook gewerkt op Europees niveau. Ik meen zelfs dat Catherine Ashton voorstander was van zo'n regeling op Europees niveau, niet enkel op Benelux-niveau, maar dat de Europese Commissie tegenwerk geboden heeft. Verscheidene DG's waren daar blijkbaar bij betrokken. Kortom, wat is de stand van zaken van dit Europees initiatief?

Ik stel dezelfde vraag inzake het Belgische niveau. Er lag een richtlijn klaar van de FOD Economie. Volgens onze informatie wachtte men daar op goedkeuring van Buitenlandse Zaken om die richtlijn uit te vaardigen. Ik meen echter dat het niet nodig is te wachten op de Benelux, zoals u daarnet zei. Het klopt dat men eerst geprobeerd heeft binnen de Benelux tot een akkoord te komen. Nederland lag toen dwars. Het is echter helemaal niet nodig op de Benelux. België kan zulke initiatieven perfect nemen zonder de Benelux. Waarop wachten als Nederland een consensus binnen de Benelux zou tegenhouden? België kan alleen verdergaan. Dat stellen wij dan ook voor.

Ten vijfde en ten slotte, Gaza heeft uiteraard humanitaire hulp nodig. Gisteren heeft de vluchtelingenorganisatie UNRWA via een *flash appeal* de donoren gevraagd in extra hulp te voorzien. Er was sprake van een benodigd bedrag van 60 miljoen euro. In Gaza is immers een tekort aan voedsel en aan basisvoorzieningen. Er is schade aan ziekenhuizen, aan scholen, aan opvangstructuren voor mensen die hun huis moesten ontvluchten.

U weet dat België traditioneel een belangrijke donor van UNRWA is. Welke budgetten en middelen wilt u nu vrijmaken, in het licht van deze humanitaire crisis? Klopt het dat die extra humanitaire hulp geblokkeerd zou zijn omdat de regering zich in lopende zaken bevindt? Kunt u ons informeren over dit budget voor humanitaire hulp?

Ik vraag ter zake om uw standpunt. Humanitaire hulp is nodig en wij moeten die budgetten vrijmaken, ook al omdat humanitaire hulp vanuit het Westen de afhankelijkheid van de inwoners van Gaza ten aanzien van de dienstverlening van Hamas een stuk losser maakt. Dat is dus ook wel in ons voordeel, zo kunnen we de afhankelijkheid van de inwoners ten aanzien van extremistische organisaties verminderen.

Ik wil u graag ook de vraag stellen hoe u de relatie ziet met Hamas. Een van de moeilijkheden om tot een staakt-het-vuren te komen of om tot een bemiddelde oplossing te komen is natuurlijk dat Hamas een organisatie is die terreurdaden pleegt en waarmee geen diplomatie relaties worden onderhouden. Als ik mij niet vergis zijn er op Europees niveau twee uitzonderingen, namelijk Zwitserland en Noorwegen. Ik dacht dat Noorwegen zelfs reeds formeel het aanbod heeft gedaan om rechtstreeks met Hamas te gaan bemiddelen. Dat kan iets zijn dat België kan bepleiten op Europees niveau, namelijk om gebruik te maken van dat aanbod van Noorwegen om zo tot een deblokking te komen. Hoe ziet u dat? Wat is uw standpunt daarover?

Er is één rode draad in hetgeen wij u willen aantonen, namelijk dat de initiatieven en het beleid van de voorbije jaren eigenlijk hebben gefaald, ook door de fond van dit conflict, namelijk de nederzettingen die Israël maar blijft bouwen, zonder zich veel aan te trekken van oproepen van verontwaardiging en van oproepen om het internationaal recht te respecteren. Het is aan ons om lessen te trekken uit het verleden en wij moeten de economische en juridische druk op alle strijdende partijen verhogen, om zo respect voor het internationaal recht af te dwingen, met Europa als het kan, maar zonder Europa als het moet.

Mijnheer de minister, ik wil graag van u een concreet engagement, ik heb dat niet gehoord tijdens uw inleiding. Ik wil graag concreet van u horen welke nieuwe initiatieven België zal ontwikkelen om daar tot een deblokking te komen.

02.08 Francis Delpérée (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, la préoccupation de notre groupe aujourd'hui est incontestablement une préoccupation humanitaire. D'autres l'ont dit; la situation actuelle dans la bande de Gaza pose des problèmes considérables. Je ne vais pas refaire ici l'inventaire des morts, des blessés, y compris bien sûr des femmes et des enfants, la situation sur le plan de l'approvisionnement en eau, en électricité, le système d'égouttage, etc. Je n'évoque même pas les écoles ou les hôpitaux. Cela semble presque du luxe par rapport à ces besoins élémentaires. Tout cela est particulièrement préoccupant. Nous savons qu'un des principes de base du droit humanitaire est

évidemment la protection de la population civile, quelles que soient les données du conflit. Lancer des roquettes sur la population israélienne est inacceptable. Tirer de manière indifférenciée sur les civils, les femmes et les enfants du côté de Gaza est inacceptable aussi.

Monsieur le ministre, vous avez dit: "Il faut aussi réfléchir à la suite". Sans vouloir reprendre des propositions qui ont été faites par d'autres, je voudrais vous poser une question tout à fait concrète, précise et dans l'immédiat de l'année qui vient. Des élections étaient prévues. D'ici la fin de l'année, est-ce encore de l'ordre du possible, du faisable, du praticable compte tenu de la situation qui existe à ce niveau? Sur ce terrain-là, avez-vous eu des contacts avec vos collègues israélien ou palestinien? L'Union européenne ou la Belgique serait-elle éventuellement amenée à intervenir d'une manière ou d'une autre dans l'aide à ce processus électoral?

02.09 Raoul Hedebouw (PTB-GO!): Monsieur le président, monsieur le ministre, les images diffusées avant-hier nous montrant quatre enfants jouant sur la plage à Gaza et assassinés par l'armée israélienne nous ont tous beaucoup frappés. Elles nous ont frappés car elles sont la pointe de l'iceberg d'une offensive délibérée d'une des armées les plus puissantes au monde à l'encontre de populations civiles.

Qu'ont fait ces quatre enfants? De quoi sont-ils responsables? S'agit-il là des fameuses attaques ciblées dont parle le gouvernement israélien?

Selon nous, la communauté internationale ne peut rester indifférente à la situation du peuple de Gaza. Pour ce qui concerne les victimes civiles, un compteur a arbitrairement été mis en route au début de l'offensive armée réalisée par Tsahal. Mais pourquoi ne pas également comptabiliser toutes ces mères qui devaient accoucher et qui n'ont pas pu atteindre l'hôpital à temps à cause des *checkpoints* israéliens qui bloquent toute forme de circulation possible dans les territoires de Cisjordanie et la bande de Gaza? Pourquoi ne pas parler de tous ces enfants qui, aujourd'hui, sont insuffisamment nourris et qui meurent à cause de la situation qui existe depuis cinquante ans en raison de la politique israélienne en vigueur sur les territoires palestiniens?

Il semble important aujourd'hui que le gouvernement belge prenne ses distances par rapport à la théorie de l'équidistance. Je rejoins ici tout à fait mon collègue, M. Van der Maelen, sur le sujet. Je regrette qu'à l'occasion des prises de décision politique de notre gouvernement, nous restions dans ce carcan de l'équidistance qui a mené, durant ces cinquante dernières années, à la continuation de l'expansion et à la colonisation des territoires palestiniens par Israël.

Entre le 29 novembre 1947 et le 8 janvier 2009, pas moins de 34 résolutions des Nations unies ont condamné l'État d'Israël. On ne peut parler, dans ce cas, d'une guerre avec deux camps en tous points équivalents, équidistants l'un par rapport à l'autre. Il nous semble donc important que le gouvernement belge prenne clairement une position de principe contre la politique d'apartheid menée en Israël.

Tout comme en Afrique du Sud dans les années 50, 60, 70 et 80, il est important que le gouvernement belge prenne une position forte. On ne peut pas mettre sur un même pied d'égalité une politique militaire consciente d'un État surarmé avec la résistance d'un peuple qui, depuis plus de cinquante ans, est chassé de ses terres. On ne peut pas mettre sur un pied d'égalité une politique d'un des derniers États colonisateurs dans le monde avec la résistance de cette jeunesse palestinienne qui veut pouvoir vivre en paix.

Comme le disait Nelson Mandela, nous devons prendre une position claire car notre liberté est incomplète en l'absence de celle du peuple palestinien.

Monsieur le ministre, je veux insister pour que l'État belge rompe avec cette équidistance. Il ne s'agit pas ici de défense et de sécurité d'un État, il s'agit d'une agression pure et simple d'un État avec lequel notre pays entretient des relations économiques intenses. Dois-je rappeler que l'Union européenne a un accord de coopération privilégié avec Israël?

Au nom du PTB, nous demandons au gouvernement une condamnation urgente et ferme de l'agression israélienne illégale contre Gaza et des sanctions claires à l'égard de l'État israélien. Je rappelle que le Chili en a fait de même hier. On voit donc aujourd'hui que d'autres États dans le monde ont le courage de pointer du doigt les responsables de cette situation.

Nous demandons un embargo sur les armes et sur toute forme d'aide militaire à Israël. Nous demandons

une suspension de l'accord de coopération économique privilégié entre Israël et l'Union européenne, ainsi que des autres accords de coopération, tant que le droit international ne sera pas respecté par Israël dans la région. Enfin, nous demandons au gouvernement belge d'établir une interdiction aux entreprises belges d'avoir des relations économiques avec les entreprises actives dans les territoires soumis à l'occupation.

02.10 Minister **Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, ik zal starten met één woord. Ik heb het woord 'ongenuanceerd' gehoord. Op welk vlak? Tijdens een eerste interventie hoorde ik zeggen dat het ongenueanceerd is dat Israël het recht heeft om zich te verdedigen.

02.11 **Daphné Dumery** (N-VA): (...) Ik wil gewoon uw standpunt daarover weten, mijnheer de minister.

02.12 Minister **Didier Reynders**: Ik heb geprobeerd te luisteren en ik heb twee of drie keer hetzelfde woord gehoord.

Het volgende wil ik nog zeggen. Ik probeer om steeds hetzelfde standpunt aan te houden. Dat is het standpunt dat ook de Europese Raad altijd inneemt, twee dagen geleden nog, met de 28 regeringsleiders rond de tafel, onder wie onze eerste minister. De redenering is bijna dezelfde als die van mijn jongste verklaringen of communicaties: een veroordeling van het gebruik van raketten van Gaza naar Israël en het betreuren van de burgerslachtoffers in Gaza na de aanvallen van Israël op Gaza. Ik probeer om mij steeds genuanceerd uit te drukken ten opzichte van beide partijen, en dus niet de ene of de andere richting uit te gaan.

Ook probeer ik om binnen de Europese Unie te werken. Ik begrijp alle vragen om vanuit België stappen te zetten, eventueel individueel. Wat wij individueel ondernemen, heeft echter absoluut geen enkele invloed. Dat moet u toch weten. Individueel werken vanuit België, is niet de weg om iets te ondernemen in dat dossier.

02.13 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): U sprak ook over de *labeling* van de Benelux. De Benelux is toch ook niet de meest aangewezen manier?

02.14 Minister **Didier Reynders**: Van u heb ik wel vragen van nog een andere orde gekregen, niet alleen over de *labeling*.

02.15 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): We mogen die discussie toch voeren?

02.16 Minister **Didier Reynders**: Ja, mag ik toch een antwoord geven? Ik heb uw vragen gelezen en...

De **voorzitter**: Ik stel voor dat de minister eerst zijn volledig antwoord formuleert. De collega's krijgen daarna de gelegenheid om te repliceren.

02.17 Minister **Didier Reynders**: U vraagt altijd eenzijdig naar maatregelen, naar maatregelen van één kant, niet meer dan dat. Ik begrijp dat wel en het is uw recht om dat te vragen. Ik zeg echter dat wij vanuit België helemaal geen invloed hebben op het veld ter plaatse, zeker wanneer wij een eenzijdig standpunt zouden innemen waarbij wij de andere partij niet betrekken.

Ik herneem mijn toelichting. Ten eerste, ik probeer steeds om zo genuanceerd mogelijk te blijven.

Ten tweede, de mogelijke acties van de Europese Unie.

Een jaar geleden heb ik in deze commissie al gesproken over een vraag van mijn Amerikaanse collega, John Kerry, waarnaar ik in mijn inleiding daarnet ook al heb verwezen. Hij vroeg om aan president Obama de kans te geven om een nieuw initiatief te ontwikkelen. Wij hebben dat gedaan, maar president Obama boekte niet echt succes op weg naar een politieke oplossing. Daarom zeggen wij nu dat wij op Europees vlak, in samenwerking met Amerika, een initiatief moeten nemen.

Wat houdt dat initiatief in? Vooreerst vragen wij een staakt-het-vuren. In de volgende Europese Raad zal dat nogmaals herhaald worden: een staakt-het-vuren van de twee kanten, niet alleen slechts van de ene of van de andere partij, maar van beide kanten.

Ten tweede, er moet zeker en vast humanitaire hulp komen. Ik herhaal dat België een van de belangrijkste donoren is van de UNRWA. U kunt zeggen dat wij meer moeten doen, maar de realiteit is dat wij een van de belangrijkste donoren zijn. Ik ben bereid om aan mijn collega van Ontwikkelingssamenwerking te vragen om nieuwe mogelijkheden te bekijken, maar ik herhaal dat wij een van de belangrijkste bronnen van financiering van de UNRWA zijn. Dat zeggen ook de vertegenwoordigers van de UNRWA.

Ten derde, wij proberen om tot een politieke oplossing te komen. Ik meen dat het mogelijk moet zijn dat er, naast de huidige of de volgende Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie, een specifieke vertegenwoordiger voor het Midden-Oosten komt. Het is tijd is om in Europa iemand te hebben die dag na dag bezig is met de situatie in het Midden-Oosten. Ik zal daarvoor pleiten op de volgende Raad. Dat zou een zeer belangrijke beslissing zijn van de Europese Unie. Met een speciale vertegenwoordiger voor die regio zouden wij aantonen dat wij er dag na dag mee bezig zijn.

Quant au processus électoral, nous soutenons la démarche de réconciliation.

L'avantage est que, pour l'instant, nous pouvons travailler avec les réseaux sociaux; je sais déjà les messages que nous recevrons après un communiqué. De fait, j'ai lancé un communiqué pour saluer le gouvernement de réconciliation nationale: vous imaginez d'où sont venues les réactions virulentes. Inversement, dès que l'on condamne l'utilisation de missiles et de roquettes de la part du Hamas, je sais déjà ce que je vais recevoir.

Cela étant, je persiste à répéter que nous devons soutenir ce processus de réconciliation nationale. L'Union européenne, et dès lors la Belgique, est prête à soutenir un processus électoral dans ce cadre; bien entendu. Il convient de le manier avec la prudence nécessaire avec les autorités palestiniennes, mais cela doit s'inscrire dans un processus de réconciliation nationale.

L'objectif reste la solution à deux États. Nous le rappellerons probablement mardi et je plaiderai en ce sens. Si une solution globale apparaît impossible, peut-être s'agit-il alors de repartir via divers accords, le premier devant selon moi porter sur les frontières. Si l'on pouvait au moins reprendre le dialogue sur les frontières, voilà qui ouvrirait un espace pour des solutions politiques.

On demande du concret: ce qui est très concret, c'est que, si des pas sont réalisés vers un accord politique, l'Union européenne rappellera que, dans le cadre d'un accord global, elle propose un partenariat économique dans la région.

Je souhaite toujours que soit organisée en Belgique une conférence sur la capacité d'investissement dans la région; pour ce faire, un minimum d'évolution politique est indispensable. Chacun de nous se rend bien compte que nous n'encouragerons pas des investissements dans une zone de conflits ouverts, telle que se présente la situation actuellement ou qu'elle pourrait renaître s'il n'apparaît aucune évolution politique. Nous voulons avancer dans cette voie.

Ik heb vragen gekregen over het Kwartet. Ik heb al gezegd dat een kwartet nuttiger is voor muziek dan voor politiek, maar ik ben bereid om met het Kwartet te werken.

Ik denk echter dat het heel nuttig is voor de Europese Unie om een concreet voorstel op tafel te leggen, indien mogelijk in samenwerking met de Verenigde Staten. Met andere partners, waarom niet? Zoals u weet, zijn er in een kwartet misschien heel moeilijke partners in verband met andere dossiers. Het is belangrijker om iets te doen met de Europese Unie en de Verenigde Staten.

Pour ce qui concerne les Belges dans la région, monsieur Goffin, nous avons modifié, comme nous le faisons régulièrement, les avis de voyage. Bien entendu, nous avons déconseillé toute présence dans une zone de 40 km autour de Gaza. Les messages sont très clairs. Si une présence n'est pas indispensable dans la région, il n'est pas très utile pour l'instant d'aller subir des risques de bombardement à tout moment. Des avis ont été clairement communiqués; tous ceux et toutes celles qui veulent se rendre dans la région sont informés.

Quelques ressortissants peuvent se trouver à Gaza. Pour l'instant, nous n'avons pas d'opération particulière en la matière. J'étais en Roumanie en début de semaine et nos collègues roumains, par contre, ont dû évacuer plus de 200 personnes, essentiellement des femmes et des enfants venant de mariages mixtes, qui étaient encore présents à Gaza. Il y aura peut-être encore d'autres opérations de même nature, mais nous

ne sommes pas, pour l'instant en tout cas, concernés directement par ce type d'opération.

Eu égard aux autorisations de manifestations, je rappelle systématiquement que celles-ci doivent mentionner les délits qui sont commis en cas de diffusion d'un certain nombre de slogans. Je le répète: je ne veux pas que l'on importe le conflit israélo-palestinien à l'égard des communautés qui vivent ici, quelles que soient ces communautés.

J'ai cité l'exemple d'une manifestation avec des dérapages évidents. Il y en a peut-être d'autres dans l'autre sens. Il importe que le message soit clairement passé. Si l'on y contrevient, nous devons pouvoir réagir de manière forte, à travers des poursuites, car ce sont des délits qui sont commis - il faut toujours le rappeler - quand on affiche un certain nombre de slogans ou quand on tient certains propos.

Wij zullen volgende dinsdag maar misschien ook in de komende weken en maanden altijd tot een echt overleg binnen de Europese Unie moeten komen. Ik herhaal dat de Europese Unie met één stem moet spreken en voorstellen moet doen om echt invloed te kunnen uitoefenen op dat conflict. Zonder die eensgezindheid heeft een en ander geen zin.

Mijnheer de voorzitter, ik begrijp dat u hebt gezegd dat een liberaal, hoewel er in de wereld vele liberalen zijn, een ander standpunt in een ander land heeft gehad.

Ik herhaal echter dat twee dagen geleden nog 28 leiders, waaronder vier liberalen, rond de tafel hebben gezeten. De andere 24 leiders moeten dus van andere partijen zijn. De redenering aldaar was exact dezelfde als mijn redenering van vandaag. Ik merk geen verschil tussen de conclusies in punt 10 van de conclusies van de Europese Raad en ons standpunt.

Wij kunnen weliswaar met een aantal voorstellen naar buiten komen. Inzake het labelen herhaal ik dat ik met voorstellen naar buiten zal komen. Ik merk alleen op dat er geen vraag om advies aan Buitenlandse Zaken is. Ik heb tijdens mijn discours al vermeld dat wij advies kunnen verlenen.

Wij vragen echter alleen, om ten minste binnen het kader van de Benelux dergelijk advies te verlenen, niet alleen over dat dossier maar ook over het economische aspect. Het hoeft niet op Europees vlak, hoewel er ook op Europees vlak enkele pogingen zijn, zij het zonder enig succes. Het betrof ter zake niet alleen een reactie van de Europese Commissie maar ook van verschillende landen. Wij hebben echter geoordeeld dat een dergelijke *labeling* vanwege de Benelux misschien mogelijk is. Er is dienaangaande geen probleem. Het gaat om een info. Voor de consument en zelfs tegen Israël is er geen echte mogelijkheid om dat te doen.

Tot nu toe is er op voornoemd vlak echter geen akkoord binnen de Benelux. Naar mijn mening kunnen wij echter starten. Er zijn een aantal problemen, indien wij zulks enkel binnen ons land zouden doorvoeren. Het gaat nochtans om dezelfde producten en om dezelfde taal, hoewel er in België soms enkele taalproblemen zijn. Wij moeten niettemin voorzichtig omspringen met de vraag aan de verschillende producenten. Ik hoor dat ook bij het departement Economie dezelfde redenering wordt gevolgd.

Ik heb dus niks tegen een stap verder. Ik heb echter geprobeerd een akkoord op het niveau van de Benelux te bereiken. Ik heb mijn akkoord voor een dergelijke *labeling* gegeven. Ik heb daarmee geen problemen.

Voor het overige probeer ik echter tot een echt overleg binnen de Europese Unie te komen. Ik heb al toegelicht dat het overleg moet gaan over enkele punten die voor onze eerstvolgende vergadering mogelijk zijn.

Mijnheer de voorzitter, u hebt gesproken over andere landen in de regio, wat juist is. Wij bevinden ons in de regio nu in een erg gevaarlijke situatie, met heel veel problemen in verschillende landen, zoals Irak, Syrië en Libië, maar ook in Tunesië, waar er enkele uren geleden nog een echt probleem was. Ook in Egypte was er gedurende vele maanden een probleem. Ik vrees dat de druk op Libanon en Jordanië heel erg groot is. Wij moeten dus heel voorzichtig zijn.

Ik zie geen uitweg, behalve door druk op de twee kanten: niet enkel voor een staakt-het-vuren, maar om rond de tafel te gaan zitten voor vrede, maar ook voor een nieuwe politieke evolutie naar een tweestatenoplossing en voor een nieuwe economische evolutie met echte steun vanuit de Europese Unie.

De vraag was wat de mogelijkheden zijn voor de Europese Unie. Ik heb enkele punten vermeld die mogelijk

zijn wat ons betreft. We moeten echter meer doen. De laatste maanden was er een akkoord binnen de Europese Unie om kansen te gunnen aan het initiatief van onze Amerikaanse collega's. Niet alleen is dit op politiek vlak mislukt, maar we vragen nu een staakt-het-vuren: de situatie is erger dan een jaar geleden. Nu moet de Europese Unie met een echt voorstel komen. Ik hoop dat het dinsdag mogelijk is hiertoe over te gaan. Op middellange of lange termijn is het nuttig voor mevrouw Ashton of haar opvolger om te beschikken over een specifieke vertegenwoordiger voor het Midden-Oosten, waarmee we aanwezig kunnen zijn bij alle mogelijke onderhandelingen over de situatie. Er was een poging met de Verenigde Staten, maar nu moeten we samen de volgende stap zetten.

Ik begrijp alle redeneringen, maar ik herhaal onze conclusie en het standpunt van vele landen op Europees vlak: om invloed te hebben in een dergelijke regio moet men een evenwichtige reactie geven en niet altijd tegen de ene of de andere kant. Ten tweede moeten wij dat doen in samenwerking met alle Europese landen. Zonder samenwerking tussen de Europese landen staan we buiten het debat en hebben we geen invloed op het veld.

Ik dank de vier of vijf fracties die zeer evenwichtig hebben gereageerd. Dat was ook de reactie van de Belgische regering op de Europese Raad. Dat zal nog de reactie van België zijn op de volgende raden, zoals die van Buitenlandse Zaken volgende week.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, ik stel voor dat wij de collega's nu de mogelijkheid geven voor een repliek. Ik zal in dezelfde volgorde voortgaan.

U wilt nog iets zeggen, mijnheer de minister?

02.18 Minister **Didier Reynders**: Ter informatie en om verwarring te vermijden, wil ik even terugkomen op het andere punt van de agenda. Het departement zal een communiqué versturen in verband met een zesde Belgische slachtoffer van de vliegtuigcrash. Die persoon was op de eerste lijst als een Nederlands slachtoffer geïdentificeerd, maar wij hebben nu informatie waaruit blijkt dat het een vrouw was met een dubbele nationaliteit. Zij woonde in Groningen. Wij hebben nu zekerheid hieromtrent. Het was dus een vrouw met een dubbele nationaliteit. Het is geen nieuw slachtoffer: het was een Nederlands slachtoffer, dat blijkbaar ook de Belgische nationaliteit had. Er zijn dus eigenlijk zes Belgische slachtoffers. Het was een foute berekening.

Ik heb gisteren met mijn Nederlandse collega gesproken over het probleem van de dubbele nationaliteit. Wij moeten zeer voorzichtig zijn, anders kunnen wij uitkomen op meer dan 300 slachtoffers. Ik bevestig dus een zesde Belgische slachtoffer, dat al op de eerste lijst stond als een Nederlands slachtoffer. Het betreft een probleem van dubbele nationaliteit. Er zijn dus zes Belgische slachtoffers van de vliegtuigcrash.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat wij de volgorde van de grootte van de fracties opnieuw aflopen. De collega's die het wensen kunnen repliceren.

02.19 **Daphné Dumery** (N-VA): Mijnheer de minister, u merkt waarom het nuttig is dat wij u vragen stellen. Uw antwoord stelt mij enigszins gerust. Een staakt-het-vuren is prioriteit nummer één. Voorts moet er worden gezorgd voor humanitaire hulp, maar moet er vooral een politieke oplossing worden gevonden.

Het lijkt dan ook evident dat Europa hierop eendrachtig moet reageren, dan zal het veel sterker staan en misschien gehoor vinden. De gewenste verduidelijking heb ik echter gekregen.

02.20 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, u hebt twee dingen gezegd. Ten eerste vraagt u evenwichtig te zijn in de reacties en ten tweede vraagt u om al onze inspanningen te plaatsen binnen het Europees kader, anders zouden zij geen effect hebben.

Ik denk dat dit niet correct is. Ik wil daarover verder van gedachten wisselen. Wij hebben een aantal concrete suggesties gedaan.

Voorzitter: Daphné Dumery.

Présidente: Daphné Dumery.

Waarom spreekt u zich niet uit over de wapenhandel? Waarom doet u geen oproep, als minister van Buitenlandse Zaken en dus toch de eerste partij in het conflict, aan onder andere de Gewesten, om te

zeggen dat België voorstander is van een opschorting van de wapenhandel naar die regio en zeker naar landen waarvan vermoed wordt dat zij wapens leveren aan de strijdende partijen, inclusief aan Hamas? Dat zou België perfect kunnen doen. Heeft dit een impact? Ja. Zal dit alle wapenhandel stoppen? Nee. Maar misschien wel een deel. Het zal ook sensibiliserend werken.

Ten tweede, u kunt uw steun geven aan de Palestijnse toetreding tot het Internationaal Strafhof. Ook dat kan sensibiliserend werken voor andere Europese landen.

Ten derde is er het labelen van producten. Ik begrijp dat u er geen probleem mee hebt dat België wat dit betreft een initiatief neemt, ook los van de Benelux? Dat hebt u toch zo gezegd? België kan perfect een initiatief nemen, los van de Benelux? Of niet? Misschien kunt u daar duidelijkheid over verschaffen?

Als u zegt dat het binnen Europa niet lukt en wij het dus met de Benelux moeten doen, moet het ook mogelijk zijn dat België het alleen doet. Er zijn inderdaad praktische moeilijkheden als tweetalige labels, enzovoort, maar die zijn niet onoverkomelijk. Het Verenigd Koninkrijk en Denemarken hebben nu al specifieke regels inzake labels. België kan dus ook zonder de Benelux verder gaan, met effect, met impact.

Wat wij vragen is niet minder dan respect voor het internationaal recht. Dat heeft niets te maken met een onevenwichtige reactie. Het internationaal recht bestempelt de nederzettingen al jaren als illegaal. Ik wil vragen om respect voor die uitspraak, om respect voor het internationaal recht. Wij moeten de vraag opwerpen of, als een land zich niet onderwerpt aan het internationaal recht, wij dat moeten blijven "betreuren" en blijven "oproepen doen?" Nee, wij moeten verder gaan. Met de EU als het kan, zonder de EU als het moet.

Ik hoop dat ik u een aantal pistes heb aangereikt. Als België unilateraal actie onderneemt zal dit in een aantal gevallen een effect sorteren, of het zal minstens sensibiliserend werken.

Wat het budget voor humanitaire hulp betreft, had ik u gevraagd of er een probleem is en of dit budget inderdaad geblokkeerd is omdat de regering in lopende zaken is? Dit staat los van de vraag of België meer wil geven. Kan het technisch-juridisch? Het is positief dat u wil voorstellen dat er een vertegenwoordiging voor het Midden-Oosten komt, op de Europese Raad van volgende dinsdag.

Het lijkt mij wel belangrijk dat in de conclusies van de Europese Raad niet alleen naar Gaza wordt verwezen maar ook naar het bredere conflict tussen Israël en Palestina. Ik heb begrepen dat niet alle landen op die lijn zitten.

Ik heb u ook gevraagd om uitspraak te doen over het geweld van Israël, of dat disproportioneel is of niet. Ik blijf dat belangrijk vinden. Er is een onevenwicht, kijk maar naar het aantal slachtoffers en het aantal burgerslachtoffers.

Ik heb u ook de vraag gesteld of een rechtstreekse bemiddeling met Hamas een optie kan zijn voor u. Er is een Europees land, Noorwegen, dat dit effectief op tafel legt. Kan dat voor u een mogelijkheid zijn of niet?

02.21 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik zou willen reageren op twee punten.

Ten eerste is er de *equidistance*. Wij vinden nooit een oplossing als wij dit blijven hanteren. Aangezien de ongelijkheid tussen de twee partners zo groot is, gaan wij nooit tot een oplossing komen. Zelfs al zou ik de equidistance doctrine de juiste benadering vinden, dan nog stel ik in de feiten steeds het volgende vast. Ik kijk naar uw persbericht van 9 juli, dat voorafgaat aan de beslissing van de Europese top van 16 juli. De bewoordingen zijn inderdaad ongeveer gelijk, maar ik stel vast dat uw standpunt dat er eerst was, flets was. U kunt zich misschien op de borst kloppen en zeggen dat u goed kunt inschatten waar wij Europees gaan uitkomen, daarop kan uw diplomatie misschien trots zijn. Ik stel evenwel vast dat wij een flets standpunt innemen, dat niet voldoende moedig is.

Ik neem uw persbericht van vandaag, 18 juli. Ik heb veel kritiek op Hamas, van mij kunt u niet zeggen dat ik eenzijdig ben. Ik veroordeel het afschieten van rakken op Israël want het is strijdig met het internationaal recht en het kan niet aanvaard worden. Ik betreur of durf zelfs veroordelen dat zij een staakt-het-vuren niet aanvaarden.

Nu vraag ik u of u het met mij eens bent dat het lanceren van een grondoffensief een escalatie van het conflict is. Ja toch? Toch stel ik vast dat het niet uit uw mond komt om die escalatie te veroordelen; u betreurt de escalatie. Als u de twee partijen op dezelfde manier benadert moet u zeggen dat u de escalatie veroordeelt. Het laatste zinnetje van de eerste alinea van uw persbericht vandaag luidde: "Hij hoopt dat het offensief beperkt en van korte duur zal zijn". Mag het wat meer zijn, alstublieft? Mag het wat scherper zijn? Kom nu niet zeggen dat wij eenzijdig zijn omdat wij ook kritiek op Israël hebben. Ik stel vast dat u altijd met twee maten en twee gewichten werkt. U veroordeelt Hamas en Israël benadert u met de handschoenen aan.

Tot slot mijn laatste punt. Ik blijf geloven dat de oplossing of een begin van oplossing vertrekt met het respecteren van het internationaal recht. Zolang Israël voelt dat het straffeloos het internationaal recht mag overtreden, onder meer omdat het Westen, met de Amerikanen op kop, alles aanvaardt wat Israël doet — hoogstens geeft men eens een scherp communiqué uit maar in de praktijk blijft men er achter staan — zou Israël gek moeten zijn om zijn houding te veranderen.

Als men kijkt naar de laatste zestig jaar, wie is er dan beter geworden van de geblokkeerde situatie in het Midden-Oosten? Israël is de winnaar over de hele lijn. Zoals ik al zei, wat er overblijft is een rompslaatje dat misschien niet leefbaar is voor de Palestijnen. Waarom zou Israël zijn houding veranderen als het straffeloos het internationaal recht kan overtreden en als zijn belangen ermee gediend zijn? Zolang wij in het Westen niet de moed hebben om tegen Israël te zeggen dat het genoeg is en dat er sancties zullen volgens telkens zij erover gaan, zoals tegenover Rusland gebeurt — en ik ben het daarmee eens — zal er niets veranderen. Mijnheer de minister, zolang wij die houding niet aannemen zal er niets veranderen.

02.22 Benoît Hellings (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'insiste sur le fait que si la Belgique ne peut agir dans le cadre du Benelux, il faut le faire seul. Le Danemark et la Grande-Bretagne l'ont fait. C'est une des façons de pouvoir avancer vers cette pression économique et politique sur Israël pour mettre fin à cette colonisation qui est le cœur du problème aujourd'hui.

On a vu qu'à chaque fois qu'il y a un nouveau nom pour une action militaire israélienne, on le durcit: "Pilier de défense" et "Barrière protectrice". Le conflit israélien est devenu emblématique pour l'ensemble de la région et l'ensemble du monde. Aujourd'hui des groupes radicaux palestiniens, syriens ou irakiens changent également de noms. Les pratiques, les revendications, les discours politiques sont de plus en plus radicaux, à tel point qu'il est devenu impossible d'imaginer discuter avec l'État islamique d'Irak et du Levant par exemple. C'est pourtant la situation dans laquelle on pourrait se retrouver dans quelques mois si Tsalal continue ses frappes sur Gaza. Cette population palestinienne est totalement et définitivement acquise à des thèses absolument antidémocratiques. Il est urgent d'agir et, pour ce faire, la labellisation est une première étape. Si elle ne peut se faire au niveau du Benelux, il faut agir seul.

Monsieur le ministre, vous avez dit que la guerre se faisait aussi sur les réseaux sociaux et que quantité de jeunes se portaient candidats pour ce conflit emblématique. Le gouvernement fédéral envisage-t-il de mettre en place, comme cela s'est vu pour la Syrie, une cellule de veille commune aux Affaires étrangères et aux Affaires intérieures afin de voir quels jeunes se rendent dans la région, dans les deux camps? Ce conflit est devenu identitaire pour une partie des jeunes en Europe. Il serait dommageable de réitérer les erreurs commises en la matière dans le conflit syrien.

Voorzitter: Dirk Van der Maelen.
Président: Dirk Van der Maelen.

02.23 Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, op twee precieze vragen wil ik graag nog een antwoord geven.

Ten eerste, er werd een vraag gesteld in verband met een resolutie van de Veiligheidsraad. Welnu, er is geen nieuwe resolutie over een staakt-het-vuren uitgebracht, wel een communiqué. De vorige resoluties dateren uit 2009 en handelden bijvoorbeeld over de blokkering van Gaza. Ik heb toen gezegd dat wij voorstander zijn van een deblokkering van de situatie voor beide partijen. Het ging toen om Israël en Egypte. De Veiligheidsraad heeft nu dus geen nieuwe resolutie uitgevaardigd in verband met de huidige situatie. Er is alleen een verklaring of communiqué gepubliceerd, zonder bijkomende elementen.

Ten tweede, ik begrijp de redenering omtrent Noorwegen of Zwitserland. Dat zijn weliswaar Europese landen, maar zoals u misschien wel weet, zijn het geen leden van de Europese Unie. Voor de Europese Unie is Hamas een terroristische organisatie. Ik zal dus geen voorstel formuleren om een directe

diplomatieke dialoog aan te gaan met een terroristische organisatie. Het zou voor mij zelfs bijna moeilijk zijn, mocht ik dat wel willen doen. Voor Zwitserland en eventuele andere landen die niet tot de Europese Unie behoren, is dat misschien wel mogelijk.

In verband met de *labeling* wil ik het volgende nog zeggen. Ik ben daar voor en ik heb geen probleem met de toepassing ervan door mijn collega-minister van Economische Zaken, want dezelfde regels worden ook gevolgd in Groot-Brittannië en in Denemarken. Wel moet u de maatregelen in Denemarken en Groot-Brittannië goed lezen. Een en ander gebeurt immers op vrijwillige basis, dus de redenering is niet helemaal dezelfde als die waarvoor wij in de Benelux hebben gepleit. Voor mij is het geen probleem om dat te doen, zolang het voor Economische Zaken ook werkbaar is. Ik heb mijn akkoord gegeven op Belgisch vlak, maar ik weet dus niet of het mogelijk is en het komt mij ook niet toe om vast te stellen of het wel mogelijk is, zoals u wel zult begrijpen. Ik heb de commentaar gehoord en ik begrijp de opgebouwde redenering omtrent de *labeling*.

Mijnheer de voorzitter, voor België houd ik steeds hetzelfde standpunt aan. Ik heb enkele communiqués uitgestuurd en ik zal dat standpunt ook verdedigen op de Europese Raad. De eerste minister heeft dat standpunt trouwens eveneens verdedigd in naam van de Belgische regering met zijn huidige meerderheid. Misschien nemen sommige partijen een meer individueel standpunt in, maar ik probeer toch om dezelfde lijn aan te houden, wat tot nu toe lukt met zes partijen in de huidige periode van lopende zaken.

De **voorzitter**: Ik wil de minister en de collega's bevragen wat betreft een eventuele follow-up van deze vergadering. Ik heb zelf een voorstel, maar ik weet dat de timing en het moment niet het meest geschikt zijn.

Ik had het idee geopperd om de ambassadeurs van Palestina en Israël naar de commissie uit te nodigen om met hen rechtstreeks een dialoog te hebben, waarbij zij hun standpunten kunnen geven en er daarmee een discussie en informatie-uitwisseling gepaard gaat. Zou dit volgende week kunnen?

Ten tweede, er is op 22 juli een Raad voor ministers van Buitenlandse Zaken waar men Oekraïne en Gaza zal bespreken. Ik heb de minister gevraagd of hij volgende week beschikbaar is, maar helaas is hij wegens buitenlandse verplichtingen niet beschikbaar.

Dat zou betekenen dat wij ten vroegste in de eerste week van augustus de minister zouden kunnen horen, of stellen wij dat even uit?

02.24 Minister **Didier Reynders**: (...)

De **voorzitter**: De laatste week van juli, 28 juli? Als de commissie dat wenst, kan ze vergaderen. Ik heb een probleem, want ik vertrek op 27 juli naar het buitenland, maar de commissie kan samenkomen.

Als de collega's dit wensen en als de minister beschikbaar is, kunnen zij verslag krijgen van de twee thema's die op de Raad van 22 juli werden besproken.

Ik stel voor om eerst dat laatste uit te klaren. Collega's, wat is uw mening? Organiseren wij op 28, 29 of 30 juli nog een vergadering waar de minister verslag komt uitbrengen van de besprekingen op de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie?

02.25 **Daphné Dumery** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik heb alle respect voor uw zeer goede bedoelingen, maar er zijn nog maar zeer weinig parlementsleden aanwezig om daarover in consensus een oordeel te vellen. Ik vind het een zeer mooi initiatief. Voor mijn agenda lukt het persoonlijk ook, maar ik vind dat wij te weinig talrijk zijn om nu te beslissen dat de 28^{ste} een goede datum is.

De **voorzitter**: Het secretariaat laat mij weten dat er slechts vijf leden aanwezig zijn. De minister telt ook mee. Hij mag zelfs mee stemmen als het nodig is.

Nu zijn wij met zeven leden, maar dat is nog altijd geen negen. Ik moet dus vaststellen dat wij in de onmogelijkheid zijn om een volgende commissievergadering te beleggen.

Mijnheer De Vriendt, u vraagt het woord?

02.26 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, onze fractie staat achter uw voorstel. Ik

vind dat de afwezigen ongelijk hebben. Ik nodig u uit om contact op te nemen met de verschillende fracties en te kijken of er een draagvlak is voor het organiseren van een bijeenkomst. Dit was een nuttige gedachtewisseling. Alle fracties hebben hun bekommernissen en inspiratie meegegeven. Het kan nuttig en zinvol zijn om ook feedback na de Europese Raad te krijgen.

De **voorzitter**: Ik zal een brief sturen naar elke fractie. Ik hoop dat de fracties nog bemand zijn, zodat de brief daar niet blijft liggen en pas op 15 augustus ontdekt wordt. Ik zal in die brief een dubbel voorstel doen, namelijk het voorstel om volgende week beide ambassadeurs uit te nodigen en een voorstel om in de periode tussen 27 tot en met 30 juli eventueel de minister te horen over zijn verslag met betrekking tot de Raad van 22 juli.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.20 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16.20 heures.*